



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/44/PV.51

17 novembre 1989

FRANCAIS

Quarante-quatrième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 51e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le jeudi 9 novembre 1989, à 15 heures

Président : M. NAVAJAS MOGRO (Vice-Président) (Bolivie)
puis : M. GARBA (Président) (Nigéria)
puis : M. HURST (Vice-Président) (Antigua-et-Barbuda)

Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain [28] (suite)

- a) Rapport du Comité spécial contre l'apartheid
- b) Rapport du Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud
- c) Rapport de la Commission contre l'apartheid dans les sports
- d) Rapports du Secrétaire général
- e) Rapport de la Commission politique spéciale

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

En l'absence du Président, M. Navajas Mogro (Bolivie), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 15.

POINT 28 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN

- a) RAPPORT DU COMITE SPECIAL CONTRE L'APARTHEID (A/44/22 et Corr.2)
- b) RAPPORT DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL CHARGE DE SURVEILLER LA FOURNITURE ET LA LIVRAISON DE PETROLE ET DE PRODUITS PETROLIERS A L'AFRIQUE DU SUD (A/44/44)
- c) RAPPORT DE LA COMMISSION CONTRE L'APARTHEID DANS LES SPORTS (A/44/47)
- d) RAPPORTS DU SECRETAIRE GENERAL (A/44/533, A/44/555 et Corr.1, A/44/556, A/44/698)
- e) RAPPORT DE LA COMMISSION POLITIQUE SPECIALE (A/44/709)

M. MOHAMMED (Iraq) (interprétation de l'arabe) : Ma délégation tient, en premier lieu, au nom du peuple et des dirigeants irakiens, à rendre hommage aux combattants de la liberté d'Afrique du Sud qui mènent un combat acharné pour libérer leur pays de l'odieux régime de l'apartheid. L'immense manifestation qui a rassemblé plus de 100 000 Sud-Africains dans la ville de Soweto, le 29 octobre 1989, est un jalon important dans les tentatives des masses sud-africaines pour se libérer du système le plus abject et le plus inhumain de l'histoire de l'humanité.

Les événements dont l'Afrique du Sud est le théâtre confirment deux faits fondamentaux. Premièrement, que le régime de l'apartheid n'abdiquera que s'il est confronté à une lutte et à une pression continue et croissante. Deuxièmement, c'est le régime de l'apartheid lui-même qui est la cause essentielle du conflit dans la région. Par conséquent, seule importe l'élimination complète et définitive de ce régime et l'accession de la majorité noire au pouvoir et non un changement de visages.

A cette fin, tous les prisonniers politiques - et surtout le dirigeant africain Nelson Mandela - doivent être relâchés. Il est impérieux que soit levé l'état d'urgence, que la majorité noire sud-africaine recouvre ses droits inaliénables et que soit reconnue la légitimité du mouvement national sud-africain et des militants qui sont à sa tête.

M. Mohammed (Iraq)

Compte tenu de l'expérience acquise au cours de la lutte et de la réalité du conflit, ma délégation estime que tous les règlements réalisés dans la région de l'Afrique australe et les conséquences positives qu'ils ont entraînées et qu'ils sont susceptibles d'entraîner sont certes les bienvenus, mais ne sauraient en rien remplacer la solution fondamentale qu'est l'élimination totale du système d'apartheid, conformément aux résolutions adoptées par la communauté internationale.

Les réalisations du peuple d'Afrique du Sud et les victoires qu'il continue de remporter, ainsi que le fait que le régime raciste a été obligé de battre en retraite, ne signifient pas que la victoire finale est acquise et que le peuple d'Afrique du Sud et la communauté internationale qui l'appuie doivent cesser leurs pressions et renoncer à intensifier leur lutte, car tout relâchement des efforts et toute politique d'accommodement ne pourraient que favoriser le maintien du régime haï d'apartheid et inciter les dirigeants de Pretoria à manoeuvrer pour faire échec aux réalisations du peuple d'Afrique du Sud.

Nous en donnons ici pour preuve les nombreuses expériences faites dans le passé lorsque le régime de Pretoria a su exploiter les signes de faiblesse et le relâchement des efforts pour s'incruster davantage et désavouer même les engagements fallacieux qu'il avait pris. Il ne fait aucun doute que les manoeuvres auxquelles les dirigeants d'Afrique du Sud ont recouru pour empêcher la Namibie d'accéder à l'indépendance n'ont fait que renforcer la méfiance à l'égard du régime de Pretoria. Les pressions et la lutte contre ce régime doivent être accrues pour l'amener à appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies concernant l'Afrique du Sud et la Namibie.

Les tentatives faites par le régime de Pretoria pour embellir son image par l'adoption de mesures superficielles et la prise de prétendus engagements - qu'il ne respectera pas comme il n'a pas respecté ceux qu'il a pris dans le passé - montrent qu'il entend poursuivre sa politique odieuse d'apartheid.

Les campagnes d'information que certains pays mènent en faveur de ce régime compromettent les efforts déployés par la communauté internationale pour se débarrasser du régime d'apartheid.

L'exemple le plus frappant de coopération avec le régime d'Afrique du Sud est sans aucun doute celui des relations stratégiques qu'entretiennent le régime raciste sioniste de Tel-Aviv et le régime de Pretoria. Cette coopération

M. Mohammed (Iraq)

stratégique, qui repose essentiellement sur la similarité de ces deux régimes racistes, se reflète dans des pratiques hostiles et dans une politique d'expansion qui sont contraires aux principes du droit international et aux droits de l'homme. Ce qui se passe en Afrique du Sud - les assassinats, les déplacements et le déni des droits de l'homme les plus élémentaires - et ce qui se passe en Palestine occupée - la pratique méthodique du génocide contre le peuple en lutte de Palestine et son Intifada courageuse - constituent certainement l'une des principales preuves de la nature raciste analogue des deux régimes. Afin de pouvoir tourner la loi sur l'embargo promulguée en 1986 par les Etats-Unis, les dirigeants de Tel-Aviv ont soutenu qu'ils s'efforçaient de réduire progressivement leur coopération avec le régime d'Afrique du Sud. Mais ces allégations ont été réfutées par les faits, que les deux régimes racistes ne peuvent cacher. On peut mentionner ici les faits signalés dans des articles parus à la une et à la page 7 du New York Times, en date du 27 octobre 1981, et ceux rapportés par le même quotidien à la page 9 de son numéro du 1er novembre 1989, concernant la coopération étroite entre les deux régimes racistes en vue de la fabrication de missiles transcontinentaux.

Ce nouveau scandale concernant la coopération nucléaire entre les deux régimes ne fait pas partie de la campagne d'information arabe contre Israël, comme le représentant d'Israël l'a prétendu dans la déclaration qu'il a faite ce matin à l'Assemblée générale. Ce sont là des faits bien documentés qui ont été rapportés par les organes d'information américains, tant à la télévision que dans les journaux. De tels faits continuent d'ailleurs d'être portés périodiquement à notre connaissance. Ces documents émanent de la Central Intelligence Agency, et non pas des milieux arabes.

Il est clair que ces informations américaines ne laissent voir qu'une petite partie de l'iceberg. Il aurait été plus logique que le représentant d'Israël s'en prenne aux organes d'information américains au lieu de s'attaquer aux Etats arabes pour essayer de masquer des faits bien connus.

Il a, en outre, évité d'entrer dans les détails au sujet de la coopération nucléaire avec l'Afrique du Sud et de la fabrication de missiles. Il a cependant parlé d'informations commerciales, informations dont il est lui-même la source. La coopération entre les deux régimes est non seulement la concrétisation d'intérêts communs mais aussi un témoignage de l'analogie des deux régimes racistes et de la philosophie qui les inspire. En ce qui concerne le judaïsme et ses valeurs, cette

M. Mohammed (Iraq)

philosophie est très éloignée des pratiques des dirigeants de Tel-Aviv. Ce qui a porté vraiment préjudice au judaïsme et à ses nobles valeurs divines, ce sont les pratiques sionistes racistes des dirigeants de Tel-Aviv, et non pas les pratiques d'autres milieux.

Les pratiques similaires des deux régimes deviennent parfois tout à fait identiques dans les détails. Le monde a certainement été profondément affligé et indigné par ce qui s'est passé dans le village palestinien de Beit Sahur, où les habitants, qui avaient refusé de payer des impôts aux occupants, ont subi les pires mesures de répression. Les forces d'occupation ont pris leurs maisons et leurs fabriques d'assaut et se sont emparés de leur contenu. Le journaliste américain Joel Brinkley a décrit, dans un article paru à la une du New York Times en date du 1er novembre, ce qu'ont dû subir les habitants de Beit Sahur. Ce qui s'est passé dans le village palestinien de Beit Sahur, subjugué par les forces sionistes d'occupation, ressemble exactement à ce qui s'est passé dans le village de Nkqokweni, en Afrique du Sud. Christopher Wren rapporte, dans un article publié à la page 6 du New York Times en date du 31 octobre 1989, que, au cours de ces dernières semaines, les forces du régime de Pretoria ont pris ce village d'assaut, détruit des dizaines de maisons, emprisonné une centaine de villageois, y compris leurs notables, et tué et enterré des dizaines d'autres; 1 500 villageois, abandonnant tout, n'ont dû la vie sauve qu'à la fuite.

M. Mohammed (Iraq)

Les événements survenus dans le village palestinien de Beit Sahur et dans celui de Nkqokweni en Afrique du Sud, au XXe siècle, sont des exemples de la politique raciste agressive exercée contre le peuple palestinien et le peuple d'Afrique du Sud par les régimes racistes les plus odieux de l'histoire de l'humanité.

Fidèle à sa politique constante d'opposition au racisme et à l'agression, l'Iraq condamne la politique raciste agressive du régime d'apartheid sud-africain, parce qu'elle viole de façon flagrante tous les principes humanitaires et fait peser une menace sur la paix et la sécurité internationales. Pour cette raison, l'Iraq demande que soient intensifiées les mesures internationales strictes prises contre ce régime jusqu'à ce que celui-ci soit éliminé.

L'Iraq a également pris des engagements au titre des résolutions du Mouvement des pays non alignés, notamment le Document final (A/44/551) de la neuvième Conférence au sommet des pays non alignés, tenue à Belgrade. L'Iraq continuera de respecter pleinement ses engagements pris au titre des résolutions internationales, notamment les résolutions des Nations Unies. L'Iraq n'entretient pas de relations diplomatiques, économiques, politiques ou culturelles avec le régime sud-africain. L'Iraq applique intégralement les embargos décrétés contre l'Afrique du Sud et ne lui fournit ni pétrole ni armes. L'Iraq ne permet pas aux navires iraqiens de mouiller dans les ports sud-africains. L'Iraq appuie toutes les mesures concernant la non-coopération avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire.

L'Iraq ne cessera de coopérer, avec tous les moyens dont il dispose, aux efforts déployés par les Nations Unies pour mettre un terme à l'occupation de la Namibie par le régime raciste de Pretoria et pour amener l'indépendance de la Namibie sous la direction de la South West Africa People's Organization.

S'agissant des mesures prises par le gouvernement, l'Iraq n'entretient aucune relation quelle qu'elle soit avec le régime de Pretoria dans les domaines politique, commercial, culturel et des sports. Il n'y a pas, en Afrique du Sud, d'investissements iraqiens ni d'agences de financement quelconque. La législation iraquienne interdit l'émigration vers l'Afrique du Sud et il n'y a pas de voyages touristiques de l'Iraq vers l'Afrique du Sud. D'autre part, l'Iraq entretient des relations normales avec les Etats africains de première ligne et fournit toute l'assistance matérielle, morale et politique possible. L'Iraq ne reconnaît pas les bantoustans et n'y investit pas.

M. Mohammed (Iraq)

Mon pays appuie tous les mouvements de libération nationale, notamment le mouvement des ouvriers noirs, dans la lutte qu'ils mènent pour parvenir à l'indépendance et exercer leurs droits de l'homme en Afrique du Sud. En Iraq, rien ne s'oppose à ce que nos syndicats coopèrent avec les travailleurs de l'Afrique du Sud contre les politiques d'occupation et d'apartheid. L'Iraq condamne vigoureusement l'emploi de mercenaires auquel recourt Pretoria et estime que ces mercenaires sont des criminels qui devraient faire l'objet de sanctions pénales.

La Constitution iraquienne, instrument législatif suprême, stipule, au paragraphe premier de l'article 19, un principe important, à savoir que "les citoyens sont égaux devant la loi sans distinction de race, de sexe, de langue ou d'origine sociale". Il est donc évident que ce principe doit gouverner toute législation iraquienne.

La politique étrangère de l'Iraq repose sur les principes consacrés dans sa constitution, notamment le principe de l'égalité de droits et d'obligations de tous les citoyens, principe qui se reflète dans toutes nos relations extérieures avec la communauté internationale. Pour cette raison, la République d'Iraq n'entretient aucune relation avec le régime raciste d'Afrique du Sud. Nous avons une législation qui entérine les accords et conventions contre la discrimination raciale adoptés par la communauté internationale. L'Iraq a adhéré à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Il a ratifié les deux Pactes relatifs aux droits de l'homme et la Convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, et a adhéré à la Convention internationale contre l'apartheid dans les sports.

Ma délégation est heureuse de rendre hommage, du haut de cette tribune, au peuple sud-africain militant et à ses mouvements de libération nationale, notamment l'African National Congress of South Africa et le Pan Africanist Congress of Azania, qui luttent pour l'élimination du régime et de la politique d'apartheid, étape nécessaire à l'édification d'une société démocratique non raciale fondée sur l'autodétermination et un gouvernement de la majorité issu d'élections publiques.

Au nom de ma délégation, j'aimerais réaffirmer l'appui que l'Iraq accorde aux efforts faits par l'Organisation de l'unité africaine pour assurer l'indépendance de la Namibie et pour libérer l'Afrique du Sud du régime d'apartheid honni.

M. Mohammed (Iraq)

Je voudrais réaffirmer la reconnaissance de l'Iraq au Comité spécial contre l'apartheid et à toutes les autres instances qui participent effectivement aux efforts tentés pour appuyer la lutte menée par la population d'Afrique du Sud pour pouvoir exercer ses droits inaliénables, et je les assure du soutien de mon pays.

Se fondant sur son expérience de longue date, l'Iraq est fermement convaincu que la politique d'agression est vaine. Le peuple iraquien a défendu son pays pendant huit ans, sans relâche et au prix de grands sacrifices, et a fini par vaincre l'agression. Et les peuples d'Afrique du Sud et de Namibie vaincront aussi parce que c'est la voie du droit et de la justice, et la leçon que nous apprend l'histoire.

M. ESZTERGALYOS (Hongrie) (interprétation de l'anglais) : Il y a deux jours, l'Assemblée générale entamait ses délibérations sur le point 28, intitulé "Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain". Les opinions exprimées à ce jour ont déjà montré l'importance que toute la communauté internationale attache à la lutte pour l'éradication totale de la discrimination raciale et de l'apartheid.

M. Esztergalyos (Hongrie)

Pour les Nations Unies, la réalisation de l'égalité raciale et de la liberté sont des objectifs consacrés dans la Charte et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'abolition de la discrimination raciale en Afrique du Sud reste une tâche inachevée.

Depuis le mois de septembre, la situation en Afrique du Sud ne s'est pas sensiblement améliorée. Le système de l'apartheid est toujours en place, et l'état d'urgence toujours en vigueur. La communauté internationale a pris note de la libération de quelques prisonniers politiques éminents, mais Nelson Mandela et tous les autres restent emprisonnés. L'interdiction de l'ANC et d'autres organisations politiques a toujours cours. La situation exige des mesures urgentes pour hâter la fin du système d'apartheid.

C'est une honte pour notre époque qu'une politique injuste et anachronique telle que l'apartheid ait pu prévaloir si longtemps à l'encontre de l'opinion mondiale. Le maintien de cette politique détestable s'est fait durement sentir également sur la sécurité et le bien-être des pays et des peuples qui se trouvent en dehors des frontières de l'Afrique du Sud.

L'opposition des Nations Unies à l'apartheid est évidente. Depuis plus de quatre décennies, les Nations Unies se font entendre haut et clair sur ce problème.

La communauté internationale est parfaitement consciente de la nouvelle conjoncture politique mondiale, qui a un impact profond et important sur les conflits régionaux dans différentes parties du monde. J'ajouterai qu'il est évident que tous ces problèmes, qui se sont accumulés pendant tant d'années, ne sauraient être résolus du jour au lendemain. Dans cet ordre d'idée, il faut espérer que l'évolution de la situation en Afrique australe permettra de créer des conditions favorables à un règlement pacifique du conflit dans la région et que les signes prometteurs que ma délégation perçoit avec un optimisme prudent annoncent des changements fondamentaux.

Dans cet espoir, nous partageons pleinement l'évaluation du Secrétaire général, contenue dans son rapport publié sous la cote A/44/1, selon laquelle l'évolution positive de la situation en Namibie et le climat politique favorable à la solution des problèmes régionaux devraient favoriser les chances de changements fondamentaux en Afrique du Sud également. Il est clair qu'une simple atténuation ou un simple adoucissement de l'apartheid ne répondront pas aux attentes de la majorité du peuple d'Afrique du Sud, ni à celles du monde dans son ensemble.

M. Esztergalyos (Hongrie)

Les Nations Unies ont indiqué les mesures que le Gouvernement de l'Afrique du Sud doit prendre pour créer un climat propice à un dialogue national avec les représentants authentiques de la majorité, en vue de mettre en branle un processus démocratique visant à façonner l'avenir politique du pays. Nous croyons que le processus d'édification d'une nouvelle société en Afrique du Sud ne pourra démarrer que lorsque l'apartheid sera éliminé, que la répression contre les forces d'opposition aura cessé et que l'on pourra garantir un environnement dans lequel les opinions politiques pourront être librement exprimées et où l'on tiendra compte tant des intérêts de la majorité noire que des opinions de la minorité blanche.

J'aimerais maintenant rappeler une page de l'histoire des Nations Unies. Dès 1953, une commission spéciale, créée par le Conseil de sécurité, était arrivée à la conclusion que la doctrine de l'apartheid était extrêmement dangereuse pour la paix internationale et avait suggéré que la réunion d'une table ronde composée de membres des différentes communautés d'Afrique du Sud serait le meilleur moyen de trouver une solution pacifique au problème racial dans ce pays. La nécessité d'un dialogue entre tous les véritables leaders politiques des divers secteurs de la population est plus urgente aujourd'hui que jamais auparavant. De toute évidence, les négociations devraient se focaliser sur les questions clefs du pouvoir politique et non sur la façon dont on pourrait donner un visage plus acceptable à l'apartheid. L'apartheid ne pouvant être réformé, il faut l'abolir. Nous croyons que l'assistance offerte par certains gouvernements dans la tenue de négociations et de médiations peut également contribuer à la transformation de l'Afrique du Sud en une société unie, démocratique et non raciale.

Le Président De Klerk a fait naître l'espoir inimaginable il y a un an seulement que son gouvernement pourrait bientôt aborder des pourparlers exploratoires avec l'ANC et d'autres factions politiques d'Afrique du Sud. Cet espoir ne s'est pas encore réalisé. En fait, beaucoup d'entre nous ont des doutes quant à sa réalisation rapide. Toutefois, je tiens à dire que ma délégation croit fermement que seules des négociations sérieuses et responsables avec les représentants authentiques de la majorité noire peuvent empêcher de nouvelles effusions de sang et transformer l'Afrique du Sud en une société démocratique et non raciale, où toute personne, quelle que soit la couleur de sa peau ou ses croyances, sera en mesure d'exercer ses droits de l'homme et ses libertés fondamentales.

M. Esztergalyos (Hongrie)

Le mois prochain, une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'apartheid et à ses conséquences destructrices en Afrique australe aura lieu. Cette session sera également une bonne occasion pour la communauté internationale d'examiner la situation en Afrique australe et d'évaluer consciemment l'état du processus d'indépendance en Namibie et, par conséquent, l'application des résolutions pertinentes des Nations Unies.

M. AL-SHAALI (Emirats arabes unis) (interprétation de l'arabe) : Une autre année s'est écoulée, et la majorité de la population de l'Afrique du Sud languit encore sous le détestable régime d'apartheid. C'est toutefois une année qui a été marquée par une évolution nouvelle qui a été fertile en événements, certains d'entre eux étant directement liés à la situation en Afrique du Sud et d'autres indirectement.

Les nombreux événements survenus sur la scène internationale ont donné lieu à une tendance vers le règlement de problèmes régionaux. L'Afrique australe n'a pas été une exception. Le processus d'élection qui a commencé en Namibie en est un exemple. Dans le contexte de ces récents événements internationaux et de la prévalence de la politique d'entente et de coopération dans les relations internationales, il est injustifiable que se poursuive le régime de la minorité blanche, qui foule aux pieds les aspirations et les intérêts de la majorité noire en Afrique du Sud, au mépris de l'opinion publique internationale, et en violation des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité adoptées depuis plus de 40 ans de discussions.

Malgré certains événements positifs qui laissent entrevoir une amélioration de la situation en Afrique du Sud, tels que les récentes élections et la libération de certains dirigeants politiques de la majorité noire - bien que l'on attende toujours la libération de Nelson Mandela - nous craignons qu'il ne s'agisse là que de tentatives destinées à changer la forme plutôt que le fond et à perpétuer la situation plutôt qu'à éliminer le régime. Le Gouvernement de l'Afrique du Sud n'a pris aucune mesure qui indiquerait un désir véritable de reconnaître l'ampleur du problème, ni manifesté aucune intention d'entamer des négociations politiques avec les représentants de la majorité noire en Afrique du Sud. Nous avons toujours soutenu que le régime d'apartheid était une aberration qui va à l'encontre de toutes les normes, de tous les concepts et idéaux qui ont motivé l'humanité dans sa recherche historique d'une vie meilleure.

M. Al-Shaali (Emirats arabes unis)

C'est pourquoi le régime ne peut être réformé; il faut l'éliminer. C'est la conviction unanime de tous les pays du monde qu'il faut mettre fin au régime de l'apartheid. Nous n'avons entendu personne qui ait manifesté un avis divergent, même dans les rangs des collaborateurs et des partisans du régime. En fait, la pierre d'achoppement ici n'est pas de savoir si, oui ou non, l'apartheid doit être éliminé, mais comment faire pour débarrasser le monde de ce système et de ses institutions. Pendant 40 ans, de nombreuses méthodes ont été essayées. Il y a ceux qui prétendent que le racisme pourrait être surmonté par une approche positive d'engagement constructif à l'égard de l'Afrique du Sud, dans l'espoir de convaincre le régime de renoncer à ses pratiques et à ses politiques. Cependant, cette méthode a échoué. Le régime de Pretoria a exploité cet espoir en renforçant ses institutions racistes et en poursuivant impunément sa politique d'oppression et la prise de mesures draconiennes contre la majorité noire, sans tenir compte des intentions des auteurs de cette doctrine de l'engagement constructif.

Chacun sait que des intérêts étrangers ont étayé le régime, en particulier en s'opposant aux tentatives du Conseil de sécurité en vue d'adopter une résolution claire et nette pour imposer des sanctions, conformément au Chapitre VII de la Charte. Ceci dans le but de protéger les intérêts égoïstes de certains Etats, qui souhaitent continuer de bénéficier du régime jusqu'à son dernier souffle.

C'est pourquoi nous lançons un appel renouvelé à ces pays pour qu'ils revoient leur position et aident la communauté internationale à prendre à l'unanimité les mesures nécessaires en vue de mettre fin à la tragédie et de faire en sorte que la situation en Afrique du Sud cesse de s'aggraver.

A cet égard, nous accueillons avec satisfaction les efforts déployés par le Centre contre l'apartheid, en particulier son programme d'action en vue de la mise en oeuvre des résolutions des Nations Unies relatives à l'apartheid. Nous appuyons également les travaux du Comité spécial contre l'apartheid qui joue un rôle important de pionnier en présentant les positions des Nations Unies contre le régime.

Nous nous félicitons de la tenue prochaine d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies qui va examiner l'impact destructeur du régime de l'apartheid en Afrique australe.

De nombreuses vies humaines ont été perdues, des milliers de citoyens noirs ont été emprisonnés et soumis à la torture et à la persécution, simplement parce

M. Al-Shaali (Emirats arabes unis)

qu'ils défendaient leur droit d'exister et de jouir de la liberté dans leur pays. C'est là un droit que les Nations Unies se sont engagées à faire observer et à garantir.

Les Etats du monde devraient travailler de concert au rétablissement de la paix et de la sécurité en Afrique australe. Mais ces buts ne sauraient être atteints tant que l'oppression et l'inégalité sévront, tant que seront bafoués les droits de tant d'êtres humains.

Les droits civils et politiques sont étroitement liés aux droits économiques, sociaux et culturels. L'intransigeance du régime de l'apartheid vis-à-vis des résolutions et des instruments internationaux relatifs à ces droits reflète un mépris cynique à l'égard de ces instruments et, en conséquence, à l'égard des principes et des normes internationaux.

L'Afrique du Sud ne connaîtra la paix que par l'établissement d'une société sans discrimination, où l'égalité et la justice prévaudraient, et dans laquelle toutes les races pourraient vivre dans la tranquillité et l'harmonie.

Les événements récents témoignent du fait que le régime de l'apartheid se bat dans ses derniers retranchements. Nous sommes certains que le soleil de la liberté illuminera bientôt nos frères qui ont si longtemps souffert de l'oppression en Afrique du Sud.

M. MARDOVICH (République socialiste soviétique de Biélorussie)

(interprétation du russe) : Voilà plus d'un quart de siècle que les Nations Unies déploient des efforts organisés pour éliminer le régime raciste en Afrique du Sud, un régime fondé sur la politique de l'apartheid, une politique qui a été reconnue par les Nations Unies comme un crime contre l'humanité et une menace à la paix et la sécurité internationales. Ce système inhumain suscite aujourd'hui une réprobation d'autant plus forte que nous en sommes arrivés à un tournant dans les affaires internationales qui évoluent vers un mieux, que les forces du bon sens prennent de plus en plus d'importance, que dans la politique la priorité est accordée aux valeurs universelles, et que la violence et l'oppression ont été éliminées de l'arsenal des moyens politiques, puisqu'elles ont été reconnues comme non valables pour mener les affaires internationales.

Grâce à cette nouvelle pensée politique, nous avons pu résoudre ou approcher de la solution d'un certain nombre de problèmes considérés auparavant comme insurmontables. Dans ce sens, il convient de relever le processus de décolonisation et de l'octroi de l'indépendance à la Namibie actuellement en cours,

M. Mardovich (RSS de Biélorussie)

conformément à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Ce processus démontre l'évidence que la violence, la terreur et la répression, sous quelque forme qu'elles puissent se manifester, ne sont pas à même de briser ou d'étouffer les aspirations des peuples ou des Etats à la liberté et à l'indépendance, et que même les conflits et les problèmes les plus complexes peuvent et doivent être résolus par des moyens politiques pacifiques, par le biais de la négociation.

Ceci vaut pleinement pour le problème de l'élimination de l'apartheid en Afrique du Sud. L'apartheid ne peut être réformé; il doit être éliminé. Telle est la position de la communauté internationale, consacrée dans les documents des Nations Unies et qui trouve un écho de plus en plus grand en Afrique du Sud elle-même. De nombreuses institutions du nationalisme sud-africain, qui traditionnellement étaient considérées comme les piliers idéologiques de l'apartheid, se prononcent maintenant en faveur de son élimination. L'Eglise réformée hollandaise, à l'origine de l'édification de la société sur les principes de discrimination raciale, reconnaît maintenant que l'apartheid est une erreur et que la discrimination raciale est un péché.

La situation en Afrique du Sud est maintenant caractérisée par l'entremêlement complexe de nombreux facteurs contradictoires, parmi lesquels on trouve, d'une part, des tentatives des milieux dirigeants d'apporter une solution politique au conflit, en même temps que des agissements qui cherchent à perpétuer l'ancienne politique fondée sur l'oppression raciale, d'autre part.

Comme tous les peuples de bonne volonté, nous avons accueilli favorablement la décision récente du Gouvernement sud-africain de libérer l'ancien Secrétaire général de l'African National Congress (ANC), M. Sisulu, et plusieurs autres membres de cette organisation, ainsi que le Président du Front démocratique uni, M. Mpetha. Comment réagir autrement, devant la libération de personnes condamnées pour des raisons politiques? Mais par ailleurs, en même temps, nous ne saurions oublier que des centaines de détenus politiques languissent encore dans les geôles d'Afrique du Sud, dont le vaillant combattant anti-apartheid, un des dirigeants de l'ANC, Nelson Mandela.

M. Mardovich (RSS de Biélorussie)

L'état d'urgence a été prolongé en dépit des protestations massives et des appels officiels à la clémence émanant de milliers d'organisations et de dizaines de gouvernements. En dépit de l'appel lancé à cette session de l'Assemblée générale, on prononce encore des peines de mort à l'encontre des opposants au régime et on les exécute. La répression de la police continue de même que le chantage contre les forces démocratiques et antiracistes du pays. Le nombre des réfugiés politiques s'accroît. De nombreux leaders et activistes de la lutte contre l'apartheid deviennent des victimes de la terreur. Le système des lois répressives est toujours en vigueur, ce qui revient en fait à se moquer des institutions démocratiques et des normes traditionnelles de la société. Tout cela est exposé en détail dans le rapport du Comité spécial contre l'apartheid (A/44/22 et Corr.2).

Comme l'Assemblée générale peut le constater, les grandes déclarations, les bons sentiments, les promesses de Pretoria d'écrire un nouveau chapitre dans l'histoire de l'Afrique du Sud ne concordent pas avec les mesures pratiques que je viens de mentionner. Cela est inquiétant et incite les personnes de bonne volonté à passer aux actes, à ne pas relâcher leurs efforts dans la lutte contre le racisme et sa forme la plus odieuse, à savoir l'apartheid, et pousse ceux qui luttent contre l'apartheid à persévérer dans leur détermination. Dans ce contexte, c'est avec préoccupation que nous accueillons le passage du rapport du Comité spécial contre l'apartheid où l'on parle de l'élargissement des relations commerciales et financières entre Pretoria et certains Etats et du rééchelonnement de la dette de l'Afrique du Sud par un groupe de banques d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord.

Des mesures de cet ordre, naturellement, ne peuvent qu'ajouter aux difficultés de ceux qui luttent pour la liberté et l'indépendance. A notre avis, ce qui est maintenant indispensable, c'est que la communauté internationale prenne une position concertée plus décisive dans sa lutte contre l'apartheid. Nous nous associons pleinement à l'appel adressé à la communauté internationale dans la déclaration adoptée par les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, à Belgrade, pour que ces pays s'engagent à renforcer, élargir, intensifier et rendre plus strictes les sanctions visant à isoler cet odieux régime et à éradiquer le système de l'apartheid (A/44/551).

M. Mardovich (RSS de Biélorussie)

Mon pays, se fondant sur sa position de principe à l'égard de la politique d'apartheid du régime de Pretoria, s'est toujours prononcé pour l'élimination du système d'apartheid et pour l'application scrupuleuse des résolutions des Nations Unies, y compris la résolution 43/50 K de l'Assemblée générale relative aux mesures internationales concertées visant l'élimination de l'apartheid, adoptée à la dernière session ordinaire.

Dans notre république on observe largement les journées et les semaines commémorant la lutte pour l'élimination de la discrimination raciale et exprimant notre solidarité avec le peuple en lutte d'Afrique du Sud. Ces célébrations mobilisent l'opinion publique, qui appuie la juste lutte des peuples d'Afrique du Sud et de toute l'humanité progressiste contre l'apartheid pour l'élimination complète du colonialisme et du néo-colonialisme, et contre toute manifestation de discrimination raciale.

A la présente session, ma délégation est au nombre des auteurs de six des projets de résolution portant sur cette question.

La situation en Afrique australe exige que tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ont à coeur les objectifs de l'Organisation renforcent et accélèrent leur action pour défendre la juste cause du peuple sud-africain et réclament l'élimination du système odieux d'apartheid. La session extraordinaire de l'Assemblée générale prévue pour le mois de décembre prochain jouera un rôle significatif dans cet important effort. Notre délégation est prête à apporter sa contribution positive à la réalisation d'une solution juste et durable en Afrique australe.

M. OKEYO (Kenya) (interprétation de l'anglais) : Le visage horrible et menaçant de l'apartheid ternit toujours la scène des relations nationales et internationales. Le racisme, la discrimination raciale et sa manifestation la plus flagrante et la plus détestable, l'apartheid, continuent d'afficher leurs dimensions les plus inhumaines en dépit des innombrables efforts que fait la communauté internationale pour détruire l'apartheid. Une fois de plus, nous nous trouvons face au visage nazi de l'apartheid et, une fois de plus, nous devons l'abattre.

Un ancien premier ministre britannique a prédit une fois que l'Afrique du Sud affronterait une "tempête de révolution" africaine si elle ne mettait pas fin à l'apartheid. L'apartheid, a-t-il ajouté, a été "institutionnalisé, consacré

M. Okeyo (Kenya)

dans les lois et même sanctifié par la doctrine religieuse". Ce n'est que maintenant que la menace de cette tempête, associée à l'efficacité évidente des sanctions, commence à forcer Pretoria à amender ses méthodes maléfiques. Nous disons que la pression qui a donné des résultats doit être maintenue. Les tentatives faites par certains leaders mondiaux pour administrer à Pretoria plus de carottes que de bâtons ou d'accorder un répit pour permettre aux dirigeants sud-africains d'apporter des réformes doivent être rejetées en bloc. La tête du serpent de l'apartheid a changé, mais son corps demeure et son sang coule toujours aussi fort.

Les réformes qui ont eu lieu en Afrique du Sud ont été tournées en dérision car elles sont purement superficielles. Au moment même où je parle, des milliers d'Africains subissent quotidiennement des sévices, alors qu'on tente d'étayer l'édifice hostile mais croulant de l'apartheid. La rhétorique a changé, mais les traits principaux de l'apartheid sont toujours les mêmes. Toutefois, certaines mesures ont été prises et nous le reconnaissons. Le 28 septembre 1989, le Ministre kényen des affaires étrangères et de la coopération internationale, M. Robert Ouko, a exprimé l'espoir que les nouveaux dirigeants blancs de l'Afrique du Sud prendraient :

"des mesures véritablement progressistes et positives vers une société humaine dans laquelle tous les peuples, sans distinction de race, pourront vivre dans l'harmonie." (A/44/PV.10, p. 68/70).

M. Okeyo (Kenya)

Dans la Déclaration publiée à l'issue de leur récente réunion de Kuala Lumpur, en Malaisie, les chefs de gouvernement du Commonwealth se sont félicités des événements des dernières semaines, au cours desquelles

"le régime avait autorisé dans une certaine mesure la majorité noire à mener une activité politique pacifique." (A/44/672, par. 2)

Ils ont dit également que des changements importants dans l'approche suivie par le régime sud-africain étaient encore possibles.

Cependant, à l'instar des chefs de gouvernement du Commonwealth, le Kenya tient à réaffirmer que l'évolution positive intervenue récemment en Afrique du Sud n'a été due qu'à la pression accrue exercée sur l'économie sud-africaine par les sanctions et que cette pression se poursuivra tant qu'il n'existera aucun signe évident d'un changement clair et irréversible de la part de Pretoria.

Le Kenya est préoccupé et profondément attristé par la manière bruyante et méprisante dont certains ont marqué leur opposition à la partie consacrée à l'apartheid dans la Déclaration de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth. Malheureusement, une fois de plus, cette opposition a laissé l'impression irritante, désagréable mais de plus en plus fondée que certains défendent le régime raciste. Nous sommes certains que le Commonwealth des nations ne partage absolument pas cette position.

Ce mépris grossier de l'opinion mondiale s'est trouvé encore aggravé et amplifié par le rééchelonnement avant terme, le 13 octobre 1989, de la dette à court terme de Pretoria - dette se chiffrant à 8 milliards de dollars et qui a été gelée en 1985 au moment des troubles en Afrique du Sud. Cette mesure aura certainement pour effet d'alléger énormément la pression de la dette immédiate sur l'Afrique du Sud. C'est aussi un revers pour nous, qui nous efforçons sans relâche de contraindre l'Afrique du Sud à renoncer à ses politiques nazies d'apartheid. Au cours d'autres délibérations tenues dans le cadre de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, nous avons demandé instamment que,

"Au moment du rééchelonnement de la dette de l'Afrique du Sud, en 1990, la communauté bancaire internationale doit aider à faire de notre totale indignation morale un véritable bâton afin de bouter les vestiges de l'apartheid hors de l'Afrique du Sud."

Notre appel et ceux d'autres pays de notre continent sont restés sans écho. Ce rééchelonnement est le résultat d'un marché conclu entre l'Afrique du Sud et les banques qui lui prêtent de l'argent, ici même à New York, notre ville d'accueil,

M. Okeyo (Kenya)

ainsi qu'à Washington et à Zurich. Au moment où le monde déplorait cette décision, le Ministre des finances de Pretoria a déclaré que le rééchelonnement était

"certainement l'un des événements internationaux les plus importants pour l'Afrique du Sud cette année, surtout en ce qui concerne l'économie."

Les incidences de ce rééchelonnement renforcent notre profonde conviction que l'indignation morale doit être appuyée par le nerf financier.

Ma délégation est également irritée et attristée par le fait que ces mesures sont des projections et des manifestations indirectes de racisme encore plus horribles et plus pernicieuses que l'application ouverte et directe des politiques d'apartheid.

Ecoutez les appels à l'aide émanant des pays en développement, qui réclament une juste réorientation du déséquilibre de l'économie mondiale. Le rejet désinvolte de ces appels contraste de façon marquée et discriminatoire avec l'appui total que certains Membres de l'Organisation ont généreusement fourni à une Europe pratiquement complètement dévastée par la seconde guerre mondiale.

Voyez le consensus uni et total de l'appui financier, matériel et moral accordé par l'Occident à certains pays d'Europe qui se débattent pour sortir du borbier de politiques économiques en faillite et comparez-le avec les tentatives timides de transférer des ressources aux économies malades du monde en développement.

Ecoutez les arguments spécieux et équivoques auxquels recourent certains Etats occidentaux, qui refusent catégoriquement d'envisager l'adoption de sanctions ne serait-ce qu'à titre d'instrument destiné à redresser les politiques économiques et sociales et la politique erronée de l'apartheid en Afrique du Sud, et voyez l'empressement automatique avec lequel le même type de sanctions et d'embargos sont conçus et imposés à l'encontre de certains pays en développement de cet hémisphère.

Voyez encore le doigt accusateur promptement pointé vers les inadaptations sociales et politiques récentes de la plus grande nation de l'Orient et les critiques réticentes et timides dirigées en termes équivoques contre les dérèglements bien pires de l'Afrique du Sud de l'apartheid. Cette hypocrisie doit prendre fin.

Tout n'est pas perdu. On voit poindre une lueur d'espoir à la fin du tunnel. De certains événements survenus récemment, nous pourrions forger une épée que le monde pourrait utiliser pour frapper l'apartheid au coeur. Cette épée, ce sont les sanctions économiques. Un événement encourageant s'est produit récemment à

M. Okeyo (Kenya)

Washington, le mardi 2 octobre 1989, lors d'une séance du Foreign Relations Committee du Sénat des Etats-Unis d'Amérique consacrée à la politique des Etats-Unis vis-à-vis de l'Afrique du Sud, qui pourrait servir à forger cette épée. Au cours de cette séance, le Secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis aux affaires africaines, l'Ambassadeur Herman Cohen, a déclaré que le Gouvernement des Etats-Unis avait l'intention de travailler avec le Congrès en vue

"de pouvoir indiquer clairement son appui large et unanime en faveur d'une politique fondée sur une aversion sans équivoque de l'apartheid."

Parmi les traits saillants de la déclaration de l'Ambassadeur Cohen, il y a tout d'abord le fait qu'il a reconnu "le rôle joué par les sanctions, qui ont favorisé l'émergence d'une nouvelle philosophie au sein de la structure blanche au pouvoir" à l'intérieur de l'Afrique du Sud - donc, les sanctions marchent; deuxièmement, l'Ambassadeur Cohen a réaffirmé la volonté du Gouvernement américain d'appliquer le United States Comprehensive Anti-Apartheid Act de 1986; troisièmement, il a esquissé les grandes lignes d'un plan de négociation prévoyant l'amorce d'un dialogue entre toutes les parties.

Malheureusement, si, d'un côté, à Washington, une superpuissance réaffirme sans ambiguïté sa volonté de mener une guerre totale contre l'apartheid, de l'autre côté, à Kuala Lumpur, un communiqué par lequel le Commonwealth s'engage à poursuivre normalement sa politique anti-apartheid et, le cas échéant, à accroître la pression, n'est pas adopté à l'unanimité.

Le Kenya est fermement convaincu que des pressions économiques efficaces - notamment de la part des grandes puissances économiques, qui sont les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud et auxquels elle s'adresse pour obtenir d'importants apports en capitaux - qui exigent un changement, auquel il est encore possible de procéder par des moyens pacifiques, constituent une partie essentielle du processus de négociation.

M. Okeyo (Kenya)

En Afrique du Sud, sanctions et changements pacifiques sont synonymes. Bien que les sanctions aient été efficaces, leur effet a été essentiellement limité parce que leur application était limitée. Si l'on veut apporter davantage de changements, il faut concevoir et mettre en place des sanctions plus larges et plus nombreuses. Ma délégation reconnaît en outre que deux domaines d'action s'offrent à la communauté internationale, le domaine politique et le domaine économique, et qu'ils sont liés entre eux.

Le domaine politique se présente à un moment où le climat semble être favorable aux négociations si l'on en croit les déclarations prononcées et les actions entreprises par les dirigeants blancs en Afrique du Sud. Par exemple, le 21 octobre 1989, M. De Klerk a promis de lever progressivement l'état d'urgence qui est en vigueur depuis juin 1986. Il n'a pas spécifié à quel moment il le ferait. Il a également promis de permettre à l'African National Congress (ANC) d'Afrique du Sud de s'associer à d'autres représentants africains pour négocier l'avenir de l'Afrique du Sud avec le gouvernement minoritaire. Ce sont des promesses. Il faut les tenir. Il faut des actes précis. La réponse de l'ANC, par la voix de Walter Sisulu, qui a été récemment libéré, a contribué à établir ce climat. Il a déclaré :

"Nous sommes un peuple épris de paix. Le peuple ne veut pas de l'état d'urgence. Le peuple veut une vie normale."

La libération de huit combattants de la liberté des entraves de l'apartheid représente une mesure positive dans le processus qui mène au changement. Certains aimeraient que nous nous associons aux applaudissements et que nous fêtions cet acte du régime raciste qui ne s'est fait que trop attendre. Nous ne pouvons pas le faire. Il y a encore des milliers de détenus qui croupissent dans les geôles de l'Afrique du Sud blanche. L'état d'urgence est encore en vigueur. L'appareil de terreur de l'Afrique du Sud continue de brutaliser des Africains dans leur foyer. L'ANC et d'autres mouvements politiques de masse sont encore interdits et Nelson Mandela est encore détenu. Il est vraiment beaucoup trop tôt pour se réjouir.

Le rallye politique anti-apartheid qui s'est tenu récemment à Johannesburg, auquel ont participé près de 70 000 personnes, et la rencontre de l'archevêque Desmond Tutu, du révérend Allan Boesak et du révérend Frank Chicane avec De Klerk le 11 octobre 1989 pour parler des négociations, ont permis d'ouvrir davantage le domaine politique. La liste des mesures qu'ils ont demandé instamment au gouvernement minoritaire de prendre sont celles esquissées par l'ANC. Ces mesures

M. Okeyo (Kenya)

comprennent : levée de l'état d'urgence, levée des restrictions sur les activités politiques, libération des détenus incarcérés sans procès, légalisation des organisations politiques, amnistie aux condamnés à mort et élargissement des prisonniers politiques. Les négociations sur l'avenir de l'Afrique du Sud doivent être entreprises avec sérieux.

Le domaine économique est étroitement lié au domaine politique. La possibilité d'agir sur le plan économique passe par les sanctions d'ordre commercial, technologique et financier. Ma délégation croit fermement que seules les sanctions peuvent être le catalyseur et fournir l'élan nécessaire aux négociations concernant l'avenir de l'Afrique du Sud. Ces sanctions doivent être appliquées largement, rapidement et strictement.

A cette fin, se conformant aux suggestions déjà faites, ma délégation propose l'adoption des mesures suivantes : premièrement, convertir l'indignation morale contre l'apartheid en volonté politique de réduire les relations commerciales et financières si aucun progrès n'est réalisé dans le processus de négociation; deuxièmement, interdire l'importation de tous les minéraux non stratégiques en provenance d'Afrique du Sud; troisièmement, interdire l'importation de tous les biens manufacturés d'Afrique du Sud; quatrièmement, interdire la production et la vente de lingots et pièces d'or pour les investisseurs, interdire les prêts et limiter les investissements en Afrique du Sud; cinquièmement, éliminer progressivement les crédits commerciaux aux acheteurs et aux fournisseurs, dans l'espoir de décourager les échanges avec l'Afrique du Sud; et sixièmement, inclure dans l'embargo obligatoire sur les armes décrété par les Nations Unies, tous les matériaux et les techniques qui pourraient être utilisés pour la fabrication d'armes servant à intensifier la répression, et étendre cet embargo à la coopération dans le domaine de la technologie nucléaire. Malgré les préoccupations de la communauté internationale et les efforts déployés pour diminuer la coopération nucléaire, c'est avec inquiétude que nous avons appris récemment avec certitude que certains pays ont fourni des techniques nucléaires à l'Afrique du Sud en échange d'uranium enrichi. Un missile nucléaire d'une portée de 900 miles a également été testé par le régime raciste. Nous demandons instamment aux pays concernés de ne plus se livrer à la prostitution avec l'Afrique du Sud raciste et de ne plus ignorer avec mépris nos requêtes et nos appels. Une réévaluation de l'état actuel de nos relations est possible et dans certains cas est déjà en cours.

M. Okeyo (Kenya)

C'est pourquoi le Kenya suggère le scénario de négociations suivant :
premièrement, mettre fin à l'état d'urgence; deuxièmement, libérer tous les prisonniers et détenus politiques, y compris Nelson Mandela; troisièmement, lever l'interdiction de toutes les organisations politiques et des groupes anti-apartheid, y compris l'African National Congress et le Pan Africanist Congress. Il semble y avoir une tendance dans ce sens. Le 23 octobre 1989, Mbeki, Sisulu, Mlongeni, Mhlaba, Kathrada, Motsaoleli, Mkwazi et Mpetha ont tenu une réunion avec d'autres dirigeants anti-apartheid à Soweto afin d'élaborer une stratégie pour la phase suivante de la lutte. Le Kenya demande à ses frères de s'unir. Lorsque l'opposition est divisée et que l'ennemi est uni et fort, la bataille ne peut être gagnée. Nous sommes certains que cette réunion est l'une des nombreuses réunions qui permettront au mouvement anti-apartheid de s'unir et de répondre au gouvernement raciste d'une manière qui convienne à la communauté internationale.

M. Okeyo (Kenya)

Quatrièmement, une conférence de toutes les parties au conflit interne devrait être convoquée afin de fixer un ordre du jour définitif pour les négociations. Nous suggérons que le Secrétaire général des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) gardent un statut d'observateurs et de consultants au cours de ces consultations.

En analysant et en recommandant des mesures contre la politique d'apartheid, il faut accorder une place importante à l'aide et à la nécessité de reconnaître le statut et la situation particuliers de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (CCDAA) et en particulier des Etats de première ligne, en l'occurrence le Botswana, le Lesotho et le Swaziland. Depuis 1980, 1,3 million de personnes ont perdu la vie dans les Etats de la CCDAA en raison des activités de déstabilisation auxquelles se livre l'Afrique du Sud. Le coût de cette déstabilisation a dépassé les 60 milliards de dollars. Malgré les souffrances évidentes que cause l'Afrique du Sud, les dirigeants de cette région sont résolus à appuyer l'efficacité des sanctions. Le Président Robert Mugabe du Zimbabwe a dit un jour que :

"Nous souffrons déjà. Combien de temps pouvons-nous souffrir encore?"

Nous appuyons les sanctions parce qu'elles abrègeront nos souffrances." La communauté internationale doit pour sa part continuer de fournir une assistance aux pays de la CCDAA et autres pays concernés. Le monde doit les aider en cette heure où ils en ont besoin.

Il convient aussi de rappeler, à l'intention en particulier des oiseaux de malheur qui prévoient le massacre des Blancs et la suppression de leurs droits dans une Afrique du Sud libérée, ce qui s'est passé au Kenya et au Zimbabwe - les deux exemples les plus récents. L'expérience coloniale du Kenya a été amère et hantée par l'intolérance raciale des colonialistes blancs qui craignaient les Africains colonisés. Notre indépendance a amené la création de lois et la "promulgation" d'attitudes conciliantes et accommodantes, qui ont fait ressortir que l'homme peut vivre en harmonie avec un congénère d'une couleur de peau différente. Nous savons que l'Afrique du Sud peut faire la même chose.

Pour terminer, je félicite le Secrétaire général de son attachement à la lutte contre l'apartheid, qui se reflète dans son rapport sur les travaux de l'Organisation. Nous sommes encouragés par sa position selon laquelle :

M. Okeyo (Kenya)

"Il est clair qu'un simple aménagement ou assouplissement du régime d'apartheid ne répondrait ni aux aspirations de la majorité de la population sud-africaine, ni à l'attente de la communauté internationale." (A/44/1, p. 7)

Ma délégation sait que les Nations Unies sont prêtes à lutter parce que notre Secrétaire général y est déterminé :

"C'est dans la lutte contre les causes de conflits, contre les inégalités économiques, les fléaux sociaux et la détérioration de l'environnement qu'il importe bien plutôt de mettre tout son courage et sa détermination aujourd'hui." (Ibid., p. 31)

Nous saisissons cette occasion pour saluer nos héroïques frères et soeurs sud-africains, qui ont payé de leur vie la lutte de libération de l'Afrique du Sud afin que les générations futures de cette terre troublée puissent bénéficier des douceurs de la liberté. Ceux qui ont remplacé leurs compagnons tombés dans la lutte et ceux qui se joindront à cette lutte méritent nos prières et notre appui. Le poète anglais Lord Byron écrivait ceci : "Ne sais-tu pas que celui qui aspire à la liberté doit lui-même frapper?" La lutte se gagne de l'intérieur.

Dans les moments d'adversité, ce sont les hommes forts et bons qui façonnent des réponses appropriées et durables. En 1941, aux heures les plus sombres d'une terrible guerre, la Charte de l'Atlantique était signée, ce qui a permis au monde d'entrevoir la forme que prendrait la paix. En 1961, le Commonwealth a expulsé l'Afrique du Sud de ses rangs : l'Afrique du Sud ne pouvait plus être tolérée. Les vents du changement soufflaient véritablement sur notre continent, nous libérant des fers de l'esclavage colonial. En 1971, avec l'effondrement des arrangements financiers de Bretton Woods, on a renoncé à l'étalon-or et l'or a été démonétisé. A l'aube des années 90, nous devons contribuer à orienter le cours de l'histoire. Nous tentons de le faire en Namibie. Nous devons faire de même en Afrique du Sud.

Le chemin est tortueux, la tâche est énorme. L'apartheid doit être écrasé et le voyage doit prendre fin tôt ou tard.

M. AHMED (Pakistan) (interprétation de l'anglais) : La persistance du système honni de l'apartheid continue de troubler notre vision d'un monde exempt d'injustice, d'oppression et d'intolérance. Pendant que nous assistons à l'avènement d'une nouvelle époque d'espoir, symbolisée par une amélioration perceptible du climat politique mondial, l'apartheid représente le principal obstacle aux efforts que nous faisons pour créer un monde plus juste et plus pacifique. La population noire d'Afrique du Sud continue de vivre dans l'étau de

M. Ahmed (Pakistan)

l'une des doctrines les plus pernicieuses qu'ait jamais pratiquée l'humanité. La communauté internationale ne saurait rester les bras croisés tant qu'elle n'aura pas réussi à donner à la majorité de la population de l'Afrique du Sud les droits et libertés qu'elle chérit tant pour elle-même.

Le système d'apartheid en Afrique du Sud a pu se maintenir au fil des ans, grâce à un régime brutal de terreur et d'oppression. Les origines de cette répression remontent à l'interdiction des mouvements de libération en 1960, qui ont réduit à néant les possibilités d'une lutte pacifique et encouragé la violence en obligeant les mouvements de libération à passer dans la clandestinité.

M. Ahmed (Pakistan)

La deuxième étape a été l'interdiction de 17 organisations populaires en 1977, décision qui a été condamnée dans la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité. Le 23 février 1988, les forces de la liberté en Afrique du Sud ont été décimées davantage par l'imposition d'une interdiction de facto de 17 organisations pacifiques anti-apartheid.

On prétend que le nouveau gouvernement de Pretoria a inauguré une ère d'espoir et de réforme et que la fin de l'apartheid est en vue. Les partisans de cette théorie cherchent à justifier leur position au vu des récents événements en Afrique du Sud, dont la libération de M. Walter Sisulu et de sept autres prisonniers politiques éminents des geôles sud-africaines, les manifestations de masse contre l'apartheid et les déclarations des porte-parole du régime selon lesquelles le dirigeant De Klerk est décidé à opérer des réformes.

La véritable signification de ces mesures doit être évaluée dans le contexte de la situation d'ensemble qui prévaut en Afrique du Sud. Ce contexte est du reste clairement défini dans le rapport du Comité spécial contre l'apartheid, où il est dit catégoriquement qu'en dépit du fait que le régime d'apartheid a annoncé son intention d'opérer des changements dans la structure politique du pays, le programme de réforme proposé ne répond pas aux vœux de la majorité noire qui exige le plein exercice de ses droits politiques. Le rapport précise que

"Disposant déjà d'un arsenal de lois répressives, Pretoria, en reconduisant l'état d'urgence pour la quatrième année consécutive, montre son intention de continuer de s'employer à briser l'opposition à l'apartheid." (A/44/22, par. 5)

Le rapport ajoute que cela prouve aussi que le régime n'est pas disposé à créer les conditions nécessaires pour instaurer un climat propice à des négociations.

Pendant la période à l'examen, Pretoria a pris de nouvelles mesures répressives pour tenter d'éliminer jusqu'à l'opposition pacifique à son régime. La répression des opposants à l'apartheid s'est intensifiée dans le but de mettre un terme aux activités des organisations anti-apartheid et des particuliers, et de rétablir le contrôle du régime dans les communautés noires. Avec la prorogation de l'état d'urgence, la violence policière a augmenté, de même que le nombre des attaques des escadrons de la mort contre les opposants à l'apartheid. On s'est servi des tribunaux comme instruments pour étouffer toute dissension. Tout cela a

M. Ahmed (Pakistan)

été fait dans le cadre d'une censure stricte de la presse, afin de cacher au monde les violations massives des droits de l'homme dont se rend coupable le régime raciste.

Les piliers de l'apartheid sont toujours là. Les lois de 1960 interdisant l'African National Congress et le Pan-Africanist Congress of Azania, le Final Security Act de 1962, le Public Safety Act de 1953, les lois sur les déplacements et le logement, et les permis de travail continuent d'institutionnaliser l'odieuse doctrine de l'apartheid. A certains égards, ces lois ont même été renforcées. Le Disclosure of Foreign Funding Act de 1989, le Alteration of Boundaries of Self-Government in Free Settlement Areas Act et le Prevention of Illegal Squatting Amendment Bill étendent plus avant la portée des dispositions juridiques permettant de perpétuer la domination, par la minorité blanche, de la majorité noire de la population en Afrique du Sud.

Tout cela nous amène à une simple mais grave conclusion : rien jusqu'à présent ne permet de dire que l'Afrique du Sud progresse vers une société libre et multiraciale. Rien ne nous permet de croire que la fin de l'apartheid est en vue. Rien ne prouve de façon tangible que le régime de Pretoria est sincèrement décidé à mettre fin à la domination de la minorité blanche et à renoncer à sa mainmise sur le pays.

Dans ces conditions, il serait peu sage de la part de la communauté internationale de relâcher sa surveillance. Les pressions internationales sur l'Afrique du Sud doivent être maintenues. Les sanctions déjà imposées par les Nations Unies doivent être respectées par tous les Etats Membres et des mesures doivent être prises pour imposer des sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud jusqu'à ce qu'elle fasse droit aux exigences bien connues de la communauté internationale. Au nombre de ces exigences se trouvent la levée de l'état d'urgence, la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques, de Nelson Mandela notamment, la levée des interdictions dont sont frappées toutes les organisations politiques s'opposant à l'apartheid, l'abrogation des lois draconiennes à l'encontre de la presse et la fin de tous les procès et exécutions politiques.

Le Gouvernement et le peuple du Pakistan ont toujours appuyé la majorité opprimée d'Afrique du Sud dans sa lutte pour recouvrer ses libertés et ses droits fondamentaux. Nous sommes fiers aussi d'avoir contribué aux efforts internationaux visant à apporter une aide pratique et matérielle aux victimes de l'apartheid.

M. Ahmed (Pakistan)

Pendant les 42 dernières années, le Pakistan a maintenu le boycottage le plus strict du régime raciste et a scrupuleusement évité tout lien avec le régime de Pretoria dans les domaines diplomatique, économique, commercial, culturel, maritime et sportif.

Dans un message publié à l'occasion de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud, le 11 octobre 1989, le Premier Ministre du Pakistan, Mohtarama Benazir Bhutto, a déclaré :

"Le Gouvernement pakistanais a toujours condamné la politique d'apartheid menée par le régime de la minorité raciste à Pretoria. Nous estimons que c'est un crime contre l'humanité et une grave menace à la paix régionale. Conformément aux résolutions des Nations Unies, le Pakistan maintient un strict embargo sur toute forme de contact avec le régime raciste de Pretoria. Nous sommes certains que les sacrifices suprêmes des combattants de la liberté en Afrique du Sud aboutiront à l'élimination de l'apartheid et à la restauration des libertés et des droits de l'homme fondamentaux du peuple d'Afrique du Sud."

On a dit et redit dans toutes les instances internationales que l'apartheid était un système inique qui ne peut être réformé et que la seule façon de le démanteler était de le détruire. Le régime de Pretoria doit savoir que la marche de la civilisation vers l'égalité et la fraternité universelles ne saurait être entravée par ses vaines tentatives de maintenir en vie la créature méprisable d'une ère coloniale cruelle. Sur la voie fatale où il s'est engagé, il est encore temps pour le régime de rebrousser chemin.

M. KHARRAZI (République islamique d'Iran) (interprétation de l'anglais) :
Je commencerai ma déclaration par un verset du saint Coran :

"Ho, les gens! Nous vous avons créés d'un mâle et d'une femelle et vous
avons désignés en nations et tribus, pour que vous vous entre-connaissiez.
Oui, le plus noble des vôtres, auprès de Dieu, c'est le plus pieux des
vôtres. Dieu est savant, informé, vraiment!" (Verset 13, Sourate 49)

La politique d'apartheid de l'Afrique du Sud et les moyens de mettre fin à cet
affront à l'humanité ont été examinés activement pendant la majeure partie de la
seconde moitié du XXe siècle dans plusieurs instances des Nations Unies. Dès sa
création, la République islamique d'Iran a dit qu'elle s'opposait fermement à la
politique d'apartheid de l'Afrique du Sud et a fréquemment réaffirmé son
attachement à l'élimination totale de la politique de ségrégation raciale en
Afrique du Sud.

La session extraordinaire consacrée à l'apartheid offre une bonne occasion, à
la veille des années 90, de marquer le début d'un monde débarrassé de l'apartheid
pour la prochaine décennie. Consciente de l'importance de la question, la
République islamique d'Iran participera au niveau politique le plus élevé à ces
délibérations. Nous avons exprimé notre grave préoccupation face au décalage entre
l'appui écrasant de la communauté internationale aux mesures contre l'apartheid et
la politique de quelques rares pays qui continuent d'entretenir une coopération
technique, économique et nucléaire avec l'Afrique du Sud. Cette disparité a abouti
en définitive à la perpétuation de l'apartheid. Il est en effet paradoxal que même
ceux qui entretiennent des relations étroites avec le régime de l'apartheid et lui
apportent leur appui n'hésitent généralement pas à condamner l'apartheid. Il
s'agit là d'une nouvelle preuve du fait que la politique de l'apartheid et le
racisme sont les pires formes de violation et de crime contre l'humanité et, cela
étant reconnu universellement, le regard que portent tous les Membres de
l'Organisation sur l'apartheid est plus ou moins le même.

La coopération entre les Etats-Unis, le régime sioniste et l'Afrique du Sud
dans le domaine de la technologie nucléaire de même que les activités économiques
des Etats-Unis et d'un certain nombre de pays d'Europe occidentale en
Afrique du Sud ont contribué à la perpétuation de la politique raciale et
répressive en Afrique du Sud. D'après le rapport de la Commission spéciale contre

M. Kharrazi (République islamique d'Iran)

l'apartheid, qui fait l'objet du document A/44/22, le régime de Pretoria a récemment procédé à des essais couronnés de succès sur une version modifiée d'un missile appartenant au régime sioniste, qui pourrait servir à lancer des ogives nucléaires sur une distance de 1 000 kilomètres. En outre, la coopération étroite entre le régime sioniste et le régime raciste a réussi à renforcer la capacité de Pretoria de placer un satellite sur orbite basse. La collaboration et l'aide ainsi apportées au régime raciste ont contribué à la survie du régime raciste d'apartheid, bien que ce système ait été fréquemment condamné par tous les Etats Membres. Tous les ans, depuis des dizaines d'années, des discours ont été prononcés à l'Assemblée pour condamner la nature abominable de l'apartheid et de nombreuses résolutions ont été adoptées à cet égard. Celles-ci auraient été appliquées avec plus d'efficacité si les ardents défenseurs du régime de l'apartheid avaient respecté ces décisions.

Il en va de même du régime sioniste, régime qui reçoit le puissant appui économique, financier, militaire et technique des Etats-Unis et de certains autres Etats. De même, encouragé par cet appui, le régime sioniste a persisté à occuper la Palestine et à réprimer la lutte des Palestiniens depuis plus de 40 ans. Ces atrocités ont redoublé depuis qu'est apparue l'Intifada. Sionisme et racisme sont l'horrible manifestation du même crime contre l'humanité et, en conséquence, tous les pays anti-apartheid devraient traiter de la même façon les deux régimes, celui de l'Afrique du Sud et celui de la Palestine occupée.

La neuvième Conférence au sommet du Mouvement des non-alignés, qui s'est tenue à Belgrade en septembre 1989, a également noté la similitude des mesures de répression, telles que la politique de "la main de fer", et de harcèlement pratiquées par ces deux régimes, l'Afrique du Sud contre la population sud-africaine, namibienne et des Etats de première ligne et le régime sioniste à l'encontre de la population de Palestine, du Sud-Liban et des autres territoires arabes occupés.

Depuis la dernière session de l'Assemblée générale, la communauté internationale a assisté à l'évolution du processus d'indépendance de la Namibie. Nous espérons sincèrement que le peuple namibien, qui a énormément souffert, pourra bientôt jouir de la liberté et de l'indépendance, mais nous lançons un avertissement à la communauté internationale pour qu'elle ne ferme pas les yeux sur la politique d'apartheid en Afrique du Sud tant que celle-ci ne sera pas complètement abolie. La politique d'apartheid ne peut être réformée et ne le sera

M. Kharrazi (République islamique d'Iran)

pas. C'est pourquoi nous avons toujours insisté sur le fait qu'appuyer la juste lutte du peuple sud-africain et du peuple namibien dirigés par la South West Africa People's Organization (SWAPO), associé à des pressions effectives de la communauté internationale sur le régime de Pretoria et ses alliés constituait le seul moyen de débarrasser le monde des racines mêmes du problème qui obsède l'esprit et l'âme de tout être humain.

La situation dangereuse en Afrique du Sud exige que la communauté internationale renforce sa crédibilité en prenant des sanctions économiques et militaires globales, au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, à l'encontre du régime de l'apartheid et élabore un mécanisme efficace en vue de leur application, afin de mettre ainsi un terme aux politiques obstructionnistes de certains pays occidentaux. Nous sommes convaincus que le strict respect des sanctions globales ayant force contraignante prises à l'encontre de l'Afrique du Sud est un facteur indispensable si on veut extirper l'apartheid de l'Afrique du Sud.

M. Kharrazi (République islamique d'Iran)

La République islamique d'Iran, pour exprimer de façon concrète son opposition au régime odieux et antihumain de l'apartheid en Afrique du Sud et se conformer aux résolutions de l'Assemblée générale sur l'embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud, a interdit, dès la victoire de la révolution islamique, la fourniture du pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud. Dans ce contexte, la République islamique d'Iran a coopéré très étroitement avec le Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud, en vue de renforcer le mécanisme d'application de l'embargo contre l'Afrique du Sud. Le résultat de notre coopération avec le Groupe intergouvernemental a été reflété dans le rapport du Groupe, qui figure dans le document A/44/44, qui a été distribué hier et présenté par le Président par intérim du Groupe.

Le Parlement de la République islamique d'Iran a réalisé un autre effort en ratifiant la Convention internationale contre l'apartheid dans les sports, et l'instrument de ratification a été déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies, le 12 janvier 1988.

En conclusion, ma délégation souhaite réaffirmer que tous les combattants révolutionnaires, y compris les combattants musulmans qui luttent contre les politiques d'apartheid, peuvent être assurés du plein appui de la République islamique d'Iran. La République islamique d'Iran, dans la limite de ses capacités, et compte tenu de l'expérience qu'elle a acquise au cours de huit ans de défense sacrée contre l'agression étrangère, est à la disposition des Etats de la ligne de front et des peuples d'Afrique australe.

M. BLANC (France) : Monsieur le Président, cette année encore l'Assemblée générale est amenée à débattre de la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain. Elle le fera à une double occasion : tout d'abord dans le cadre de la session ordinaire, où s'inscrit notre présent débat; puis, dans un deuxième temps, lors de la session extraordinaire qui se déroulera du 12 au 14 décembre et qui sera exclusivement consacrée à cette question.

Les 12 Etats membres de la Communauté européenne exposeront en détail, au cours de cette session extraordinaire, leur condamnation de l'apartheid et les actions que la Communauté et ses Etats membres ont menées pour contribuer à l'élimination de ce système discriminatoire. Permettez-moi cependant, d'ores et déjà, de rappeler quelques-uns des principes guidant notre politique en la matière.

M. Blanc (France)

Les Douze ont maintes fois exprimé le rejet total que leur inspire le système immoral et odieux de l'apartheid. Ils ont constamment réaffirmé leur condamnation de l'apartheid sous toutes ses formes et manifestations et se sont fermement prononcés pour son abolition immédiate et totale.

Qu'est-ce que l'apartheid sinon une forme de régime institutionnalisé de racisme d'Etat qui a engendré la haine et la violence et qui prive la majorité de la population sud-africaine de ses droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels? Il constitue une violation flagrante des droits fondamentaux de l'homme inscrits dans la Charte des Nations Unies et énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

L'apartheid ne survit actuellement en Afrique du Sud qu'à travers le maintien de mesures discriminatoires prises par le Gouvernement de Pretoria à l'encontre de la grande majorité de la population.

La position des Douze à cet égard est bien connue. J'en rappellerai brièvement les principales lignes.

Les Douze appellent l'Afrique du Sud à lever l'état d'urgence et à mettre fin à sa politique de répression. Ils renouvellent leur demande en faveur d'une libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques, en particulier de Nelson Mandela. Les Douze demandent également la levée des interdictions frappant les organisations anti-apartheid et notamment l'African National Congress (ANC) et le Pan Africanist Congress of Azania (PAC).

La Communauté et ses Etats membres ont noté avec préoccupation l'entrée en vigueur, le 18 août 1989, de la loi sur la divulgation des financements étrangers. Ils sont en effet engagés dans une politique destinée à encourager le changement en Afrique du Sud et à permettre l'abolition totale de l'apartheid par des moyens pacifiques. Cette politique s'est traduite par la mise en oeuvre, à la fois au niveau communautaire et sur le plan bilatéral, de programmes de mesures positives destinées à aider les populations victimes du système d'apartheid.

Les Douze constatent que les autorités de Pretoria n'ont pas encore adopté les mesures nécessaires tendant à favoriser un véritable dialogue national. Les réformes mises en oeuvre jusqu'à présent par le Gouvernement sud-africain sont en effet insuffisantes.

Or, seules des négociations avec la participation des représentants authentiques de toutes les composantes de la population sud-africaine peuvent

M. Blanc (France)

aboutir à la paix et à la prospérité dans une Afrique du Sud libre, démocratique, unie et sans discrimination raciale.

En même temps, les Douze ont suivi avec attention les récentes initiatives du nouveau gouvernement sud-africain et noté avec intérêt ses intentions d'entreprendre des réformes.

Ainsi les Douze ont pris acte avec satisfaction de la libération de huit prisonniers politiques dont Walter Sisulu. Cette libération rend plus anachronique le maintien en prison d'autres détenus politiques et notamment de Nelson Mandela.

Au moment où d'importants changements se dessinent en Afrique du Sud, les Douze estiment qu'il est plus nécessaire que jamais de maintenir la pression sur le Gouvernement sud-africain pour qu'il s'engage résolument dans la voie du dialogue avec les représentants de la majorité noire.

Pour atteindre cet objectif, nous avons adopté une politique active. Je reviendrai plus amplement au cours de la session extraordinaire sur l'apartheid sur les efforts accomplis à cet égard par la Communauté et ses Etats membres.

Je voudrais à ce propos exprimer l'intérêt porté par les Douze à la tenue de cette session extraordinaire, dont ils attendent qu'elle contribue positivement à la recherche consensuelle de solutions en vue de mettre fin à l'apartheid.

Notre objectif, qui est partagé par toute la communauté des nations, est d'obtenir l'élimination de ce système intolérable et de contribuer à ce que la liberté et la justice soient accordées à tous les Sud-Africains.

M. OCAMPO (Philippines) (interprétation de l'anglais) : Dans les annales de l'histoire de l'humanité l'apartheid est apparu comme le système institutionnalisé le plus détestable et comme un obstacle à la lutte inlassable de l'homme pour la dignité et la liberté.

La Présidente des Philippines, S. E. Mme Corazon C. Aquino, dans son intervention devant l'Assemblée générale, il y a trois ans, a évoqué l'apartheid comme la grande question morale qui se pose à l'organisation mondiale.

Les Nations Unies défendent les peuples, la paix, la liberté, la dignité et l'amitié. Or, l'apartheid est précisément l'antithèse de ce que défend l'ONU. Préparer le climat politique et social qui faciliterait l'abolition de ce système inhumain pourrait constituer le test déterminant de la volonté et de la capacité de cet organe international à réaliser l'objectif principal pour lequel il a été créé.

Les vents du changement soufflent partout dans le monde. Dans leurs déclarations lors du débat général, au début de la présente session, les orateurs n'ont pas manqué de souligner le fait que la situation et les relations internationales sont entrées dans une période caractérisée par le relâchement des tensions et la priorité accordée au dialogue, à la conciliation et à la coopération. Nous entrevoyons des solutions à des divergences et des conflits apparemment inconciliables et qui ont provoqué les souffrances de millions d'êtres humains dans différentes régions.

En Afrique du Sud, le tour positif pris par les événements, notamment en Namimie, a permis d'entrevoir une évolution positive de la situation en Afrique du Sud. Des manifestations et des rassemblements politiques ont été autorisés, huit prisonniers politiques ont été libérés, la ville de Johannesburg a ouvert ses zones de loisirs à tous et a renoncé à la ségrégation dans les autobus locaux. Les Philippines ont pris acte de ces événements intervenus récemment et les interprètent comme des mesures positives.

Mais notre pays, comme beaucoup d'autres, a également pris connaissance d'un fait plus important, à savoir que l'apartheid et ses principales manifestations, restent fondamentalement intacts. La majorité noire n'est toujours pas autorisée à exercer ses droits politiques authentiques. Elle a été exclue des élections au parlement tricamériste où s'exerce une ségrégation raciale. Sa place est toujours dans les bantoustans, les camps de concentration dont le régime affirme sans vergogne qu'il s'agit d'"états indépendants". L'état d'urgence est toujours en

M. Ocampo (Philippines)

vigueur et les procès ainsi que les exécutions d'opposants politiques se poursuivent. L'African National Congress et le Pan-Africanist Congress of Azania, tout comme d'autres organisations anti-apartheid, sont toujours interdits. Les enfants noirs sud-africains continuent de recevoir une éducation de niveau inférieur.

Les nouveaux dirigeants de Pretoria ont promis des réformes - de grands desseins pour le peuple d'Afrique du Sud. Cependant, nous n'avons toujours pas entendu de déclaration sincère annonçant que l'apartheid et toutes ses manifestations maléfiques seraient rapidement éliminés. Aucun signe n'indique que le peuple d'Afrique du Sud aura bientôt la possibilité de jouir de la liberté, de l'égalité et du droit de choisir son propre avenir.

Dans son discours inaugural, le 20 septembre dernier, M. F. W. De Klerk, nouvellement élu Président de l'Afrique du Sud, alors qu'il lançait un appel à l'appui et à la compréhension, déclarait que :

"Pendant des années les progrès ont été entravés, notamment par le manque de coopération, la suspicion et la méfiance."

A cela nous répondons que le manque de coopération, la suspicion et la méfiance - de la part non seulement des Sud-Africains noirs mais également des membres de la communauté internationale - sont le fait de ceux-là même qui pratiquent l'apartheid.

Point n'est besoin d'insister sur les nombreuses aberrations de l'apartheid pour appuyer cette affirmation. Nous avons suffisamment entendu parler de cette question pendant plus de quatre décennies au cours des débats de l'Assemblée générale.

L'Afrique du Sud est passée maître dans l'art douteux de faire de belles promesses, notamment lorsqu'elle subit des pressions, comme c'est le cas aujourd'hui. Avons-nous oublié que si la loi sur les laissez-passer a été abolie, ce qui a fait l'objet d'une grande publicité - de la part des autorités sud-africaines naturellement - dans la pratique cette mesure ne s'applique pas aux résidents des bantoustans? Ou que l'état d'urgence n'a été levé que lorsque l'Afrique du Sud a entrepris des négociations avec les banques internationales, en 1986 et pour mieux être imposée de nouveau quelques mois plus tard?

Si nous voulons croire que les vents du changement ont finalement atteint l'Afrique du Sud, comme ses partisans et ses défenseurs l'annoncent à grands cris,

M. Ocampo (Philippines)

les dirigeants de ce pays doivent en apporter la preuve par des actes concrets et non par des paroles, et non par des promesses. Des réformes superficielles ne sont pas acceptables, pour la simple raison que l'apartheid ne peut être réformé. Seule s'impose son élimination complète.

M. Ocampo (Philippines)

Tant que Pretoria s'accrochera à l'apartheid et refusera de créer un climat qui pourrait mener à des négociations sincères avec les dirigeants authentiques du peuple noir opprimé, la communauté internationale ne doit pas assouplir les sanctions existantes.

Les Philippines, en tant que membre du Comité spécial contre l'apartheid, demandent instamment à tous les autres Etats d'appuyer les recommandations du Comité dont les grandes lignes sont tracées dans son rapport, et notamment l'imposition de sanctions globales et obligatoires par le Conseil de sécurité.

On a allégué que des sanctions globales nuiraient aux victimes de l'apartheid plus qu'à ceux qui le pratiquent. Nous entendons là la voix de faux humanitaires qui trouvent que leur confort est plus important que la dignité humaine et les droits de l'homme. Les victimes de l'apartheid elles-mêmes ont accepté depuis longtemps le fait que les sanctions soient des pilules amères qu'il faut avaler pour mettre fin aux souffrances continues qui leur sont imposées par le régime de l'apartheid.

Le rapport sur les sanctions élaboré à l'intention du Comité des ministres des affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe dit que si les sanctions avaient été imposées en 1960 après le massacre de Sharpeville, l'apartheid n'existerait plus aujourd'hui. Si des sanctions avaient été imposées en 1976 après le massacre de Soweto, la déstabilisation serait terminée.

A cet égard, les Philippines prennent note avec une vive préoccupation du rapport signalant que le commerce entre certains pays et l'Afrique du Sud ne cesse de s'accroître, ce qui sape l'efficacité des sanctions imposées contre le régime de Pretoria. Sans aucun doute, cette pratique ralentit les efforts internationaux visant à amener l'Afrique du Sud à la table des négociations. Il est urgent que nous rassemblions tous la ferme volonté politique de traduire nos paroles en actes.*

En tant que membre originaire du Comité spécial contre l'apartheid, les Philippines sont restées fermement aux côtés de la communauté internationale dans ses vigoureuses oppositions à l'apartheid. Les Philippines ne maintiennent aucune relation avec Pretoria, appuient toutes les initiatives contre la politique de l'Afrique du Sud et imposent des sanctions contre ce pays.

* Le Président assume la présidence.

M. Ocampo (Philippines)

Aujourd'hui, je réaffirme l'appui inébranlable du Gouvernement et du peuple des Philippines en faveur de la lutte du peuple sud-africain, les Noirs, les Métis, les Blancs instruits, en faveur de la paix, de la justice et de l'égalité dans leur patrie.

Permettez-moi de terminer en citant l'archevêque Desmond Tutu, dont les paroles rendent bien l'essence de notre humanité commune :

"Les Africains croient à une notion difficile à expliquer en anglais que nous appelons obuntu, botho : l'essence d'être humain. Vous ressentez sa présence ou son absence. Cette notion évoque une personne qui aurait le sens de l'humanité, de la gentillesse, de l'hospitalité, une personne capable de se mettre en quatre pour les autres, mais capable aussi d'être vulnérable. Cette qualité englobe à la fois la compassion et la dureté; elle souligne le fait que leur humanité est imbriquée dans la vôtre, car nous ne pouvons être humains qu'ensemble."

M. NYAKYI (République-Unie de Tanzanie) (interprétation de l'anglais) : L'actuel processus d'indépendance de la Namibie et l'euphorie qui a accompagné l'accession de M. F. W. De Klerk à la présidence de l'Afrique du Sud, rendent le débat sur les politiques de l'apartheid et du Gouvernement sud-africain particulièrement opportun en ce moment. Le régime et certains de ses amis occidentaux s'efforcent de persuader la communauté internationale que ces deux événements représentent un changement fondamental de politique de sa part. Ils veulent faire croire au monde que l'avènement de l'indépendance de la Namibie indique la volonté de l'Afrique du Sud de mettre fin à l'ère du colonialisme dans ce territoire. La relève de la garde à Pretoria, qui passe de P. W. Botha à F. W. De Klerk est présentée comme une nouvelle époque annonçant le début de la fin de l'apartheid.

Ils trouvent que le régime devrait donc être récompensé en assouplissant les sanctions et les pressions, ou tout au moins en s'abstenant de les renforcer ou d'en imposer de nouvelles.

Les amis de Pretoria ne tiennent aucun compte du fait que le régime continue à violer la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité et le Plan de règlement, sans compter les 10 années de faux-fuyants et les réponses évasives. Ils font également peu de cas des pressions exercées par la communauté internationale et notamment par les Nations Unies, pour contraindre l'Afrique du Sud d'accorder son indépendance à la Namibie. Ils ne prêtent aucune attention à Cuito Quavale.

M. Nyakyi (Tanzanie)

Il est vrai que F. W. De Klerk, comme l'ont fait ses prédécesseurs chaque fois qu'ils se sont trouvés sur la sellette, a beaucoup parlé de la nécessité d'un changement, mais rien de ce qu'il a dit à ce jour ne saurait être considéré comme le signe d'un réel désir d'amorcer des changements fondamentaux. Il n'a pas parlé d'abolir le Population Registration Act, le Land Act, le Group Areas Act, le Bantu Education Act, le Parlement à trois chambres et les bantoustans, qui constituent tous des piliers du système de l'apartheid. En effet, de nombreuses personnes interprètent ce qu'il a dit jusqu'à présent, au sujet des droits des groupes et du partage du pouvoir, comme le désir de rénover et de moderniser l'apartheid. Cela ne surprendra pas ceux qui se souviennent de lui comme étant l'homme de Pretoria responsable de l'éducation bantoue. Sa nouvelle image est incompatible avec la réputation de l'homme qui a impitoyablement réprimé le boycottage par les étudiants de l'éducation de l'apartheid, à l'époque du soulèvement de Soweto en 1976 et qui a maintenu la répression jusqu'à l'année dernière.

M. Nyakyi (Tanzanie)

Les amis de l'apartheid ne tiennent pas compte non plus de la crise interne du régime provoquée par les pressions de l'intérieur. Au cours de l'année passée, nous avons été les témoins d'une opposition concertée et d'une désobéissance organisée au système d'apartheid par la majorité du peuple sud-africain. Par le biais des mouvements de libération nationale, des fédérations syndicales, des organisations de masse anti-apartheid et des Eglises, le peuple d'Afrique du Sud, sous des différentes formes et actions, a manifesté sa haine du système d'apartheid. Des manifestations de masse ont été organisées dans diverses villes sud-africaines. Les travailleurs se sont mis en grève, les détenus ont fait la grève de la faim pendant plusieurs jours et même les enfants se sont abstenus d'aller à l'école. L'écrasante majorité des Sud-Africains a boycotté les élections municipales organisées par le régime de Pretoria parce qu'elles avaient un caractère raciste.

La Tanzanie souhaite rendre hommage au peuple d'Afrique du Sud, qui oppose une résistance héroïque à toutes les lois injustes de l'apartheid. C'est cette résistance interne du peuple opprimé d'Afrique du Sud et les diverses pressions exercées par la communauté internationale qui ont contraint le régime sud-africain à faire preuve d'un peu de tolérance ces derniers mois. Le fait que certaines manifestations de Sud-Africains noirs aient été tolérées sans pour autant que leurs dirigeants ou leurs participants ne soient fouettés ou asphyxiés par des gaz lancés par la police raciste et le fait que Walter Sisulu et sept de ses collègues ont été relâchés sans condition ne sont pas dus à l'humanité et à la magnanimité du régime.

Dans tous les cas, ce ne sont là que des ravalements superficiels. Ils ne constituent pas le changement fondamental qu'exige la majorité du peuple sud-africain et l'ensemble de la communauté internationale, à savoir l'élimination du système d'apartheid et l'évolution vers une Afrique du Sud démocratique, non raciale et unie. Walter Sisulu et ses collègues ont été injustement incarcérés dans les prisons racistes pour leur opposition à l'apartheid. La fanfare qui a accompagné leur libération, 26 années plus tard, oublie que l'apartheid non seulement existe toujours mais qu'il devient de plus en plus oppressif. Qu'ils se trouvent en prison ou non, ces fils héroïques de l'Afrique du Sud restent toujours prisonniers de l'apartheid. Et même les prétendues libérations sont faites au gré du pouvoir sud-africain. Il est scandaleux que Nelson Mandela, ce célèbre prisonnier, leader universellement reconnu du peuple sud-africain, soit l'otage de

M. Nyakyi (Tanzanie)

la "sécurité" du système d'apartheid. Nous réitérons notre appel à la libération immédiate et inconditionnelle de Nelson Mandela et de tous les autres prisonniers politiques détenus dans les geôles racistes.

Le régime de Pretoria doit prendre des mesures sérieuses et délibérées pour amener un règlement négocié en Afrique du Sud. L'Organisation de l'unité africaine, dans sa Déclaration de Harare, que son comité ad hoc a adoptée au mois d'août 1989 et que la neuvième Conférence au sommet du Mouvement des pays non alignés a fait sienne à Belgrade au mois de septembre de cette année, a clairement énoncé les conditions préalables à de telles négociations. L'objectif devait être d'amener le régime de Pretoria à entamer un réel dialogue avec les dirigeants authentiques du peuple d'Afrique du Sud. Pour préparer de telles négociations, le régime de Pretoria doit prendre des mesures susceptibles de créer un climat favorable à la négociation. Cela doit par nécessité comprendre la levée de l'état d'urgence, la libération inconditionnelle de Nelson Mandela et de tous les autres prisonniers et détenus politiques, la levée des interdictions pesant sur l'African National Congress (ANC), le Pan Africanist Congress of Azania (PAC) et tous les autres partis politiques et organisations de masse anti-apartheid, la cessation de tous les meurtres judiciaires et l'autorisation du retour inconditionnel, sans obstacles, de tous les exilés et réfugiés politiques. La Tanzanie tient à souligner qu'il ne tient qu'au régime de Pretoria de prendre ces mesures et que toute évolution dans ce sens serait l'indice du réel désir de changement de ce régime.

Les alliés de Pretoria prétendent que, depuis que le régime a été contraint de mettre un terme à son invasion et à son occupation de l'Angola l'année dernière, la région n'a plus eu à subir d'actes directs d'agression et de déstabilisation des Etats de première ligne et d'autres Etats voisins. Rien ne prouve, cependant, que le régime ait renoncé à ses ambitions d'hégémonie dans la région. Il mène toujours une guerre par procuration au Mozambique et en Angola par son appui aux organisations de bandits MNR et UNITA. Et, comme le Groupe d'observateurs du Commonwealth en Namibie nous a instamment avertis, il existe des signes de desseins similaires sur la Namibie, au moment où elle accède à l'indépendance. Pretoria n'a donc pas abandonné sa politique de "stratégie totale" par laquelle il cherche à affaiblir et, en fin de compte, détruire la trame économique, politique, militaire, culturelle et sociale des pays voisins afin qu'ils soient toujours dépendants de l'Afrique du Sud.

M. Nyakyi (Tanzanie)

La Tanzanie rend hommage à l'Angola et au Mozambique pour leur lutte visant à préserver leur indépendance et à maintenir leur souveraineté et leur intégrité territoriale. Nous appuyons leurs efforts vers la paix et la réconciliation. Nous prions instamment la communauté internationale d'aider, sous toutes les formes, les Etats de première ligne et les autres Etats voisins dans leurs efforts tendant à renforcer leur économie et à obtenir l'autonomie afin de diminuer leur dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Nous pensons que la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe est l'instrument approprié pour la réalisation de ces objectifs.

Il est manifeste pour tous, sauf pour les alliés de l'apartheid, que les sanctions ont eu un impact sur l'Afrique du Sud, et notamment sur son économie. L'économie a montré sa vulnérabilité aux sanctions, ce qui est le but même de la pression exercée sur le régime pour qu'il procède à des changements politiques fondamentaux et la raison de ses propres réactions. Le Secrétaire général, dans son rapport (A/44/555) en date du 11 octobre 1989, fait des observations fort pertinentes à cet égard, ainsi que le prouve le passage suivant :

"L'économie sud-africaine est largement tributaire du monde extérieur. Dans les années 80, le commerce extérieur de l'Afrique du sud a représenté en moyenne plus de 50 % de son produit intérieur brut (PIB), tandis que les apports de capitaux étrangers, sous la forme d'investissements ou de prêts, ont joué un rôle essentiel dans sa croissance économique. Les pressions exercées de l'extérieur sur l'économie sud-africaine peuvent donc avoir un impact majeur. Diverses mesures restrictives ont été adoptées à l'encontre de l'Afrique du Sud; ces mesures, qui affectent tant le commerce extérieur du pays que les entrées de capitaux étrangers, ont eu un impact visible sur l'économie." (A/44/555, par. 3)

Le Secrétaire général ajoute que, par suite de la pénurie de capitaux étrangers et du "désinvestissement interne", la situation économique en Afrique du Sud s'est encore aggravée par le fait que le régime a alloué une part croissante des ressources financières du pays à la défense et au maintien de l'ordre public. Les sanctions ont également touché d'autres domaines, selon le rapport. Il y est dit aussi que le Président du régime a reconnu, en 1986, que l'embargo sur le pétrole avait contraint le Gouvernement à dépenser 22 milliards de rands de plus

M. Nyakyi (Tanzanie)

que cela n'eût été nécessaire autrement pour les importations de pétrole durant la période 1974-1984. Le même rapport révèle que le Shipping Research Bureau estime le coût annuel de l'embargo sur le pétrole pour l'Afrique du Sud à environ 2 milliards de dollars.

M. Nyakyi (Tanzanie)

Les sanctions sont efficaces. Tous les changements superficiels que le régime de Pretoria a entrepris ont été dictés par les sanctions imposées et respectées par de nombreux pays représentés à l'Assemblée. Sous diverses formes, ces sanctions poursuivent le même objectif, à savoir exercer des pressions sur le régime de Pretoria pour qu'il abolisse l'apartheid et oeuvre à la démocratie. Elles n'étaient jamais censées être punitives. De nombreux pays ont consenti de grands sacrifices en imposant des sanctions, et la Tanzanie souhaite leur rendre hommage pour leurs sacrifices et pour leur expression de solidarité avec le peuple opprimé d'Afrique du Sud.

Nous sommes cependant inquiets parce que quelques pays continuent d'appuyer l'économie sud-africaine au mépris des appels internationaux en faveur de sanctions. Comme le fait remarquer le Secrétaire général :

"Les trois pays plus gros investisseurs en Afrique du Sud sont la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les Etats-Unis d'Amérique. S'agissant des biens d'équipement et de la technologie, les quatre principaux fournisseurs de l'Afrique du Sud sont ces trois pays et le Japon : en 1984, plus de 70 % des importations sud-africaines de biens intermédiaires et de biens d'équipement provenaient de ces pays et près de 80 % des accords de transfert de technologie étaient passés avec eux." (A/44/555, par. 20)

Le rapport souligne en outre que la République fédérale d'Allemagne, la France et le Royaume-Uni ensemble représentent plus de 90 % des crédits officiellement garantis, qui se chiffraient en 1987 à plus de 8 milliards de dollars. C'est la somme dont le rééchelonnement a été annoncé il y a quelques semaines et qui a été condamnée par de nombreux gouvernements, y compris les Gouvernements du Commonwealth au cours de leur récente réunion au sommet de Kuala Lumpur, en Malaisie.

La sanction la plus importante imposée à ce jour par les Nations Unies contre le régime de Pretoria reste l'embargo sur les armes. Quoique cet embargo soit obligatoire, nous sommes préoccupés par le fait que les armes et la technologie militaire continuent d'atteindre l'Afrique du Sud et que le comité constitué en vertu de la résolution 421 (1977) du Conseil de sécurité n'a pu éliminer les échappatoires. Le principal contrevenant est toujours Israël qui, facteur

M. Nyakyi (Tanzanie)

aggravant, continue de collaborer avec Pretoria dans le domaine nucléaire. En outre, le Chili est maintenant devenu un partenaire important de l'Afrique du Sud dans le commerce des armes.

La Tanzanie continue de croire que pour aboutir à une solution non violente en Afrique du Sud, la communauté internationale doit imposer à ce pays des sanctions globales et obligatoires. En attendant, les sanctions existantes contre l'Afrique du Sud devraient être élargies, renforcées et intensifiées.

Nous souhaitons remercier le Comité spécial contre l'apartheid pour le rapport très complet contenu dans le document A/44/22 du 25 octobre 1989. Nous rendons un hommage tout particulier à son président, le général Garba, pour les efforts inlassables qu'il a déployés dans la conduite des travaux du Comité.

Au moment où nous nous approchons de la dernière décennie de ce siècle, décennie consacrée par l'Assemblée générale à l'élimination du colonialisme, engageons-nous également à éliminer immédiatement ce crime contre l'humanité, cette forme moderne d'esclavage. La communauté internationale a aboli l'esclavage institutionnalisé il y a 150 ans. Il y a 50 ans elle a combattu et vaincu le nazisme. L'apartheid, forme moderne du nazisme, doit être combattu avec la même vigueur et la même détermination. C'est l'objectif poursuivi par les projets de résolution dont l'Assemblée est saisie au titre de ce point de l'ordre du jour. Par conséquent, ma délégation votera pour tous ces projets.

M. MORTENSEN (Danemark) (interprétation de l'anglais) : Au nom des cinq pays nordiques : Finlande, Islande, Norvège, Suède et Danemark, j'ai l'honneur de participer au débat général sur le point 28 de l'ordre du jour relatif à la politique d'apartheid en Afrique du Sud.

Les pays nordiques ont, ici aux Nations Unies et ailleurs, de façon individuelle et collective, maintes fois manifesté leur vigoureuse condamnation de la politique odieuse d'apartheid de l'Afrique du Sud. L'apartheid doit être éliminé à tout jamais. Tous les efforts de la communauté internationale devraient viser cet objectif.

C'est pour atteindre cet objectif que les pays nordiques, avec d'autres Etats Membres, ont présenté une fois de plus cette année un projet de résolution sur une action internationale concertée en vue de l'élimination de l'apartheid. Nous comptons sur l'appui vaste et constant de l'Assemblée en faveur du projet de

M. Mortensen (Danemark)

résolution, car c'est le moyen d'envoyer un message clair et sans équivoque à l'Afrique du Sud, à savoir que la communauté internationale considère l'apartheid intolérable.

Les nombreux aspects répugnants de l'apartheid sont bien connus de l'Assemblée : discrimination institutionnalisée contre la majorité, imposition d'un gouvernement par la minorité, déni de la liberté d'expression politique de la majorité et de ses droits politiques fondamentaux. Le système d'apartheid fondé sur la ségrégation raciale, la discrimination, l'exploitation et la répression inflige d'énormes souffrances à la majorité de la population sud-africaine de façon à assurer à la minorité sa domination politique et économique. Cette notion d'un développement séparé sur une base raciale viole les objectifs fondamentaux de la Charte de l'Organisation. C'est une notion contraire aux principes d'égalité et de justice auxquels les pays nordiques sont fermement attachés et c'est un affront à tout être humain, quelles que soient sa race ou sa couleur.

Malgré la récente évolution positive, la situation en Afrique du Sud reste sombre et grave. La prolongation de l'état d'urgence dans tout le pays pour la troisième année consécutive a encore réduit les possibilités d'un changement pacifique en étouffant les voix de l'opposition et en procédant aux détentions et aux emprisonnements sans procès de milliers de personnes, y compris femmes et enfants. L'African National Congress et le Pan Africanist Congress of Azania, de même que d'autres organisations politiques, demeurent interdits. Nelson Mandela et de nombreux autres prisonniers politiques se trouvent encore en prison. L'exécution de prisonniers politiques se poursuit sans relâche. La censure de la presse et des organes d'information est toujours en vigueur, ce qui viole les principes démocratiques fondamentaux. Les réformes présentées ont été trop peu nombreuses et sont arrivées trop tard. Jusqu'à présent, rien ne montre que le Gouvernement sud-africain est vraiment prêt à démanteler les pierres angulaires mêmes du système d'apartheid.

L'oppression continue du Gouvernement sud-africain a causé un nombre considérable de pertes en vies humaines et de souffrances. En outre, la politique d'apartheid continue d'être la cause principale de la violence, des souffrances, de la déstabilisation et du déséquilibre économique en Afrique australe. Bref, l'apartheid est une menace à la paix et à la sécurité internationales.

M. Mortensen (Danemark)

La résistance à la répression, dont le point culminant a été la récente campagne de défi, a toutefois montré clairement que les autorités se heurtent à un formidable défi et que l'état d'urgence n'a pas réussi à étouffer l'opposition extra-parlementaire ni les dissensions et protestations politiques.

M. Mortensen (Danemark)

Les pays nordiques se félicitent de la libération récente de huit prisonniers politiques, y compris Walter Sisulu. Nous avons également noté le relâchement de certaines restrictions imposées aux activités politiques de la majorité noire. Nous espérons que ces mesures seront suivies d'autres actes propices à une réduction des tensions et à un changement pacifique en Afrique du Sud.

Nous constatons, néanmoins, qu'aucun de ces événements n'est irréversible et que le Gouvernement d'Afrique du Sud a précédemment manqué à maintes reprises à ses promesses de changement.

Les pays nordiques réitèrent leur ferme conviction qu'on ne saurait réformer l'apartheid mais qu'on devrait l'éliminer totalement par des moyens pacifiques. Cela ne peut être réalisé que si la répression et la violence sont remplacées par un dialogue constructif ne tenant pas compte de la couleur, de la politique et de la religion. Nous demandons instamment au Gouvernement sud-africain d'entamer des négociations, immédiatement et sans condition préalable, avec les représentants authentiques de la majorité de la population sud-africaine en vue d'établir une Afrique du Sud libre, démocratique, non raciale et unie.

Le dialogue et la réconciliation nationale seront, toutefois, impossibles aussi longtemps que l'état d'urgence restera en vigueur, que des dirigeants noirs seront emprisonnés ou détenus et que des organisations anti-apartheid seront proscrites. Voilà pourquoi nous faisons une fois de plus appel au Gouvernement sud-africain pour qu'il lève l'état d'urgence, libère Nelson Mandela et tous les autres prisonniers politiques et lève l'interdiction qui frappe l'African National Congress (ANC), le Pan Africanist Congress (PAC) ainsi que d'autres organisations politiques.

Les pays nordiques pensent que la meilleure façon de faire avancer le Gouvernement sud-africain dans cette voie et d'amener un changement pacifique se trouve dans des mesures conjointes et unanimes de la communauté internationale. Bien que l'on entende parfois affirmer le contraire, il ne fait aucun doute que les sanctions économiques actuelles aient eu des incidences sérieuses sur l'économie sud-africaine et aient contribué à isoler le régime minoritaire blanc et, par conséquent, à amener certains changements d'attitude en Afrique du Sud. Les pays nordiques sont fermement convaincus que ces pressions doivent être maintenues, non en tant que mesures punitives, mais en tant que mesures visant à abolir l'apartheid en amenant le Gouvernement à la table des négociations.

M. Mortensen (Danemark)

Il est encore nécessaire d'imposer des sanctions internationales efficaces contre l'Afrique du Sud.

En attendant l'imposition de sanctions obligatoires globales par le Conseil de sécurité, les pays nordiques ont adopté leur propre programme d'action contre l'apartheid, révisé et renforcé tout récemment en 1988. Ce programme comprend un boycottage commercial général et d'autres restrictions portant sur les liens économiques et culturels entre les pays nordiques et l'Afrique du Sud.

Conformément au Programme d'action, les pays nordiques ont fortement élargi leur coopération avec les membres de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) afin d'aider les pays de la région à accroître leurs forces économiques et à réduire la dépendance de l'Afrique du Sud. Les pays nordiques contribuent considérablement aussi à soulager la situation difficile des victimes de l'apartheid et à soutenir les opposants de l'apartheid.

Les pays nordiques comptent bien parler plus à fond et en détail sur la question de l'apartheid au cours de la session extraordinaire consacrée à l'apartheid le mois prochain. Nous attachons une grande importance à cette session extraordinaire. Elle sera l'occasion pour la communauté internationale de s'exprimer unanimement en faveur de l'élimination effective de l'apartheid.

Les pays nordiques sont convaincus que la politique d'apartheid est vouée à l'échec. Plus le Gouvernement de l'Afrique du Sud refusera à la majorité de ses citoyens le droit de participer à l'administration de leur propre pays, plus il sera difficile de réaliser des changements par des moyens pacifiques. La communauté internationale doit continuer de n'épargner aucun effort pour exercer des pressions sur l'Afrique du Sud afin qu'elle mette fin au système intolérable de l'apartheid et qu'elle érige sans plus de retard une société où la liberté et la justice règneront pour tous.

M. MOUMIN (Comores) (interprétation de l'anglais) : Pourquoi l'apartheid est-il aussi abominable et aussi offensant aux yeux de l'humanité? Pourquoi est-il aussi honni et condamné par la communauté internationale tout entière? La réponse à ces deux questions est simple. L'apartheid est la forme la plus systématique de discrimination raciale, pratiquée par le régime de Pretoria en tant que politique officielle de ségrégation raciale légalisée et institutionnalisée. Il est l'antithèse même de toutes les valeurs d'une humanité civilisée; il est dégradant et

M. Moumin (Comores)

répugnant. C'est pour dominer et humilier la majorité noire que le régime minoritaire blanc d'Afrique du Sud a recours à ce système. C'est un système qui se nourrit de haine, de violence et de brutalité.

Il est regrettable que, après 40 ans et des milliers de discours prononcés du haut de cette tribune, dénonçant et condamnant ce système inhumain et demandant que des mesures internationales concertées soient prises pour y mettre fin, cette bête abominable continue de survivre. C'est pourquoi il faut que la délégation de la République fédérale islamique des Comores fasse à nouveau entendre sa voix pour exprimer sa solidarité avec ceux qui sont victimes de l'apartheid et souffrent de ses maux et luttent pour qu'il soit aboli.

Au moment où nous allons entrer dans un siècle nouveau, la communauté internationale ne saurait rester oisive et permettre à cette doctrine de survivre et de nous accompagner dans le siècle suivant.

Malgré la condamnation universelle, y compris la condamnation prononcée du haut de cette tribune année après année au cours des quatre dernières décennies, le Gouvernement sud-africain a jusqu'ici refusé de prendre des mesures significatives ou précises pour mettre fin à l'apartheid.

Au cours de ces dernières années, toutefois, face à la résistance intérieure et aux pressions internationales croissantes, le régime sud-africain a été forcé d'introduire en toute hâte certains changements superficiels pour rendre l'apartheid plus acceptable. Bien sûr, ceux qui ont bénéficié du système dès leur naissance considèrent ces changements comme des concessions majeures et importantes. Les changements comprennent l'abolition de la réglementation relative aux laissez-passer et la révision de la législation ségrégationniste relative aux lieux publics. Mais de tels changements ne sont ni profonds ni fondamentaux, et c'est pourquoi les victimes opprimées de l'apartheid prennent ces réformes pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire de simples changements superficiels et tactiques destinés à enraciner l'apartheid et à désamorcer la crise politique croissante dans le pays.

M. Moumin (Comores)

Un certain nombre d'événements politiques ont marqué l'année 1989 : Frederic Willem De Klerk a remplacé P. W. Botha à la tête de l'Afrique du Sud; les événements internes et la pression internationale ont contraint le régime à relâcher des centaines de prisonniers politiques. Des prisonniers politiques importants ont également été relâchés, parmi lesquels un dirigeant éminent de l'African National Congress, M. Walter Sisulu. Mais l'Afrique du Sud continue de faire peu de cas des pressions internationales en faveur du relâchement de Nelson Mandela, qui languit toujours en prison.

M. De Klerk a promis d'apporter à l'Afrique du Sud les changements qui s'imposent. Mais il semble jusqu'ici se préoccuper davantage de sauvegarder le système de l'apartheid que de rompre radicalement avec les concepts idéologiques et politiques de l'apartheid. A la grande déception de tous, M. De Klerk a réaffirmé la conviction de son parti que les "droits de groupe" seront préservés, quelles que soient les dispenses politiques accordées à la majorité noire, ce qui prouve bien qu'il n'a nullement l'intention de mettre fin à l'apartheid.

Plutôt que de poursuivre une politique futile d'agression et de prétendues réformes, nous suggérons à M. De Klerk et à son gouvernement de profiter du nouveau climat de détente dans les relations internationales, qui a permis une amélioration de la coopération internationale et encouragé la recherche d'un règlement pacifique de conflits régionaux, pour étudier sérieusement les moyens d'intégrer pleinement les Noirs de ce pays au tissu social et politique.

Bien que le racisme soit un phénomène commun à l'humanité, pratiqué dans de nombreuses régions du globe, il n'y a qu'en Afrique du Sud que la race est à la base des droits politiques. L'apartheid vilipende les notions les plus élémentaires de liberté et d'égalité de l'homme. L'apartheid ne saurait être réformé, il doit être aboli.

Une fois encore, 1989 devrait être l'année du rejet du système de l'apartheid. Le moment est venu pour la communauté internationale d'exercer le maximum de pression sur l'Afrique du Sud pour la contraindre à mettre fin à l'apartheid. Nous n'acceptons plus que le régime de Pretoria bafoue la dignité du peuple sud-africain.

Mme MAIR (Jamaïque) (interprétation de l'anglais) : Il n'est pas d'autre point inscrit à l'ordre du jour politique international auquel le Gouvernement et le peuple jamaïcains s'identifient avec autant de passion que celui dont l'Assemblée générale est aujourd'hui saisie : la politique d'apartheid en Afrique

Mme Mair (Jamaïque)

du Sud. Je saisis cette occasion pour réaffirmer notre ferme et indéfectible volonté de tout faire, tant sur le plan national qu'international, pour supprimer ce système immoral, illégal et criminel.

En cette heure nous partageons le sentiment de l'oeuvre accomplie éprouvé par tant d'Etats Membres des Nations Unies qui constatent que la volonté manifestée par la communauté internationale pendant de nombreuses années commence à porter ses fruits. Car nous voyons se dessiner aujourd'hui la promesse d'un jour nouveau de liberté et d'indépendance pour cette région. L'une des scènes qui nous a le plus frappés a été de voir ces centaines et ces milliers de Namubiens se rendre aux urnes.

Mais tant que le spectre de l'apartheid continuera de planer au-dessus de cette région, la Namibie ne pourra aspirer à la liberté et à l'indépendance. En effet, à moins que ne soit édifiée une société libre, non raciale et démocratique en Afrique du Sud, fondée sur le gouvernement par la majorité, l'avenir de la Namibie en tant qu'Etat politiquement et économiquement indépendant et les perspectives de paix, de sécurité et de développement de cette région resteront précaires.

Car, malgré les événements récents, la situation à l'intérieur de l'Afrique du Sud reste très fragile. Certes, les déclarations du nouveau Président de l'Afrique du Sud, M. F. W. De Klerk, ont beaucoup retenu l'attention et suscité l'intérêt des médias internationaux. D'aucuns voient dans ces événements une certaine volonté d'oeuvrer à l'instauration d'un nouveau climat politique en tant que prémices d'un changement pacifique. Certains, à l'intérêt de l'Afrique du Sud, se préoccupent de voir ce pays devenir un membre acceptable de la communauté mondiale, s'extirper du marasme d'un isolement international croissant, du déclin économique et d'une polarisation plus grande. La décision prise récemment par le Gouvernement de relâcher sans conditions huit prisonniers politiques, parmi lesquels le grand combattant anti-apartheid Walter Sisulu, et d'autoriser la majorité noire à avoir une certaine activité politique pacifique a inévitablement conduit certains milieux à s'interroger sur la volonté réelle du nouveau dirigeant de Pretoria de procéder à un changement pacifique.

Mais la réalité de la situation devrait dissiper l'illusion que des changements réels sont en cours. Ainsi, lors de la réunion récente à Kuala Lumpur des chefs de gouvernement du Commonwealth, on a reconnu que des changements étaient bien intervenus mais que, par ailleurs, l'état d'urgence n'était pas levé, que

Mme Mair (Jamaïque)

l'African National Congress, le Pan Africanist Congress (PAC) et de nombreuses autres organisations politiques étaient toujours frappés d'interdiction, que Nelson Mandela et d'autres prisonniers politiques étaient toujours incarcérés, tandis que de nombreux autres sont encore détenus et que les exécutions pour de prétendues offenses politiques se poursuivent. Bien plus, rien n'indique que le nouveau Gouvernement sud-africain est disposé à démanteler les piliers de l'apartheid, et en particulier le Group Areas Act, le Population Registration Act, la politique des "homelands" bantoustans et le système d'éducation séparée.

Aussi la Jamaïque s'inquiète-t-elle vivement que Pretoria ait choisi de faire fi des appels lancés par les sommets des pays non alignés du Commonwealth et qu'il ait décidé d'une nouvelle politique qui vise à intensifier le système honteux de l'apartheid, notamment la proposition du Président De Klerk de garantir constitutionnellement les droits de groupe définis par la race, y compris le droit pour les Blancs d'opposer leur veto à des lois qu'ils jugeraient menaçantes, de même que la protection des seuls quartiers blancs et les écoles séparées. La menace qui pèse depuis peu sur la liberté de la presse, la menace de réduire au silence la New Nation, organe principal de l'opinion de la majorité noire, sont tout aussi préoccupantes.

La défense de cette politique tourne en dérision les prétendues réformes annoncées à grand renfort de publicité par les dirigeants sud-africains et chasse toute illusion quant à la volonté présumée du nouveau régime d'apporter les changements qui s'imposent.

Mme Mair (Jamaïque)

Par conséquent, la Jamaïque partage l'avis qu'il faut immédiatement accroître les pressions internationales exercées sur l'Afrique du Sud en renforçant notamment les sanctions économiques et financières et celles qui s'appliquent aux investissements.

Le moment n'est pas encore venu d'envisager un assouplissement des sanctions et des pressions. On doit pour cela attendre d'avoir la preuve irréfutable de changements irréversibles, et nous devons reconnaître en toute sincérité que cette preuve ne nous a pas encore été fournie.

En l'absence de cette preuve, nous voudrions donc proposer à l'Assemblée des mesures qui pourraient être un moyen non violent des plus efficaces d'amener l'Afrique du Sud à s'asseoir à la table de négociations et à accepter de procéder à des changements politiques fondamentaux. Ces mesures comprennent l'exercice de pressions financières sur le régime de Pretoria afin d'intensifier et d'étendre les sanctions financières; il faudrait donc demander à toutes les banques et institutions financières d'imposer des conditions plus rigoureuses au financement commercial ordinaire, notamment en réduisant les crédits à terme à 90 jours maximum; il faudrait demander aux gouvernements intéressés d'agir auprès de leurs organisations gouvernementales de manière qu'il soit plus difficile pour l'Afrique du Sud d'obtenir des crédits commerciaux; il faudrait enfin appuyer l'initiative prise par le Comité des ministres des affaires étrangères des pays du Commonwealth en ce qui concerne l'Afrique australe afin de renforcer l'embargo sur les armes et donner suite à cette initiative à l'Organisation des Nations Unies, dans le cadre du Comité créé en vertu de la résolution 421 (1977) du Conseil de sécurité.

Ces mesures supplémentaires ont été proposées par les dirigeants du Commonwealth, car il est clairement établi que les transactions entre l'Afrique du Sud et la communauté financière internationale sont très nombreuses, que l'économie sud-africaine est de plus en plus vulnérable et que les sanctions peuvent être efficaces si elles ont une influence positive sur la politique actuelle du régime sud-africain. On s'accorde généralement à reconnaître, je crois, que les signes encourageants qui sont maintenant perçus sont le résultat des pressions internes et externes exercées sur le régime raciste.

Il est aussi maintenant admis que, de toutes les pressions exercées de l'extérieur sur l'Afrique du sud, la plus dure pour Pretoria a peut-être été l'action des banquiers occidentaux qui, en 1985, ont suspendu tous nouveaux prêts

Mme Mair (Jamaïque)

et demandé le remboursement de prêts à court terme s'élevant à quelque 14 milliards de dollars des Etats-Unis. L'Afrique du Sud a, dit-on, remboursé ces prêts, mais le prélèvement de sommes aussi importantes sur son capital a eu un effet néfaste sur la croissance économique du pays. Si tant est qu'on ait besoin de preuves, cela montre clairement l'efficacité des sanctions internationales appliquées de façon ciblée et sélective.

Le Gouvernement de la Jamaïque est profondément préoccupé de voir que, malgré les appels pressants de la communauté internationale, les institutions bancaires internationales ont précipitamment décidé de réduire les pressions financières sur l'Afrique du Sud en négociant une transaction avec la Banque de réserve sud-africaine, ce qui permettra à Pretoria de rembourser 1,5 milliard de dollars des Etats-Unis jusqu'au mois de décembre 1993 et de transformer 6,5 milliards de dollars en crédits à long terme. Voilà pourquoi ma délégation espère que la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'apartheid et à ses conséquences destructrices en Afrique australe amènera la communauté internationale à prendre des mesures urgentes, concertées et plus contraignantes afin de supprimer les échappatoires existantes et d'exercer des pressions plus rigoureuses sur l'Afrique du Sud pour l'amener à renoncer à sa politique discréditée.

Mon gouvernement n'a jamais préconisé l'imposition de sanctions à la légère ou à l'aveuglette, mais, dans le cas de l'Afrique du Sud, il estime que c'est la seule façon d'exercer des pressions internationales efficaces pour obliger Pretoria à abolir l'apartheid et à négocier un changement pacifique dans le pays.

Nous sommes aussi toujours préoccupés par la persistance de l'apartheid en Afrique du Sud et par l'appui que de nombreux milieux continuent d'apporter au régime de Pretoria, ce qui n'a servi qu'à encourager et à justifier le maintien de la supériorité et de la discrimination raciales dans d'autres parties du monde. Il incombe par conséquent à l'ensemble de la communauté internationale d'adopter les mesures nécessaires pour mettre immédiatement un terme à ce système odieux et à ses politiques pernicieuses.

Je voudrais terminer en me faisant l'écho des observations faites au cours de ce débat par S. E. le Rév. Canaan Banana, remarquable dirigeant africain, ancien

Mme Mair (Jamaïque)

Président du Zimbabwe et Coprésident du Groupe des personnes éminentes chargé d'organiser des auditions sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie, qui a dit :

"Nous ne pouvons pas dire quand l'apartheid cessera d'exister : cela dépendra du peuple sud-africain. Ce que nous pouvons dire, c'est que la communauté des nations représentées ici a la responsabilité collective de veiller à ce que le peuple en lutte de l'Afrique du Sud reçoive tout l'appui que nous pouvons lui fournir. Et je ne parle pas seulement de l'abolition de l'apartheid mais des défis qu'il faudra relever une fois ce système criminel éliminé."

(A/44/PV.47, p. 21)

La délégation de la Jamaïque se rallie pleinement à ce point de vue.

Mme WILLBERG (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Nous concentrons notre attention sur l'Afrique australe à un moment où des progrès très importants sont réalisés dans les efforts tentés pour débarrasser cette région du système pernicieux d'apartheid. Les élections en cours devraient permettre d'assurer l'abolition de l'apartheid en Namibie. Un grand pas en avant sera ainsi fait, qui ne sera cependant que le premier vers l'élimination totale de l'apartheid.

La Nouvelle-Zélande a suivi attentivement l'évolution de la situation politique en Afrique du Sud pendant l'année en cours : changement de Président, libération de certains des principaux opposants à l'apartheid, efforts du Président De Klerk pour amorcer un dialogue avec les dirigeants des pays voisins et réformes symboliques. La libération de quelques prisonniers est, bien sûr, une mesure dont nous nous félicitons, mais nous voulons voir se produire des changements fondamentaux. Le système d'apartheid ne peut pas être réformé, car il n'est pas réformable. Il doit être détruit maintenant, une bonne fois pour toutes.

Le rapport présenté cette année par le Comité spécial contre l'apartheid nous ramène aux réalités. De toute évidence, les abus continuent. Le Gouvernement sud-africain proclame des réformes, mais l'état d'urgence a été prolongé pour une quatrième année consécutive; le système d'éducation séparée, le Group Areas Act et le Population Registration Act restent en vigueur, et ce qu'on appelle les bantoustans continuent d'exister. En outre, de nombreux Sud-Africains considérés comme des prisonniers politiques sont toujours en prison.

Dernièrement, nous avons appris avec horreur l'assassinat de M. David Webster, activiste anti-apartheid, par des groupes de vigiles et des escadrons de la mort. Il avait appelé l'attention, dans ses écrits, sur la multiplication des activités des escadrons de la mort.

Mme Willberg (Nouvelle-Zélande)

M. Shridath Ramphal, Secrétaire général du Commonwealth, note dans son introduction au rapport du Commonwealth sur les sanctions contre l'Afrique du Sud que Pretoria "a essayé de se présenter au monde comme un régime raisonnable et désireux d'apporter des réformes" tout en "cachant les réalités de l'apartheid derrière un rideau de fer de censure." Cette censure, qui s'étend au système judiciaire et aux organes d'information, cache au monde entier la plus grande partie de l'iceberg qu'est l'apartheid, notamment les nombreuses violations des droits de l'homme, les interdictions et l'exil forcé de la population.

Mme Willberg (Nouvelle-Zélande)

Le régime sud-africain semble toujours ne pas avoir de doutes fondamentaux quant au système d'apartheid lui-même. Il ressort du rapport du Comité spécial qu'il semble plutôt préoccupé par la viabilité du système sous sa forme essentielle. La Nouvelle-Zélande est toujours d'avis que l'élimination totale de l'apartheid est un impératif moral majeur de notre époque. Il y a, dans le monde, des choses qui sont bonnes et d'autres mauvaises. De toute évidence, l'apartheid est une chose totalement mauvaise.

Un certain nombre de faits positifs se sont produits, mais les piliers de l'apartheid sont toujours debout.

Les conséquences de l'apartheid à l'intérieur de l'Afrique du Sud sont en soi suffisamment désastreuses; mais l'apartheid a également un impact très fort sur les pays voisins. Les coûts en sont énormes et les souffrances humaines qu'il entraîne très grandes. La Nouvelle-Zélande continue de fournir un appui à la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe et à d'autres organisations et fonds créés pour réduire les effets des conflits régionaux.

Dans le monde entier, et en particulier ici, on peut tirer une certaine satisfaction du climat de coopération internationale qui prévaut et de la recherche active d'une solution aux différends. En Afrique australe, on peut en voir les effets bénéfiques dans les règlements touchant la Namibie et l'Angola. Mais comme d'autres pays beaucoup plus concernés, la Nouvelle-Zélande est parfaitement consciente de la fragilité de ces règlements politiques et du long chemin qui reste à parcourir pour assurer la reprise économique.

En dehors de l'Afrique du Sud, il a été possible d'endiguer quelque peu les effets déstabilisateurs de la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud. Mais il n'y a rien dans les prétendues réformes engagées en Afrique du Sud dont la communauté internationale puisse se déclarer satisfaite. Les chefs d'Etat ou de gouvernement du Commonwealth réunis à Kuala Lumpur le mois dernier en étaient conscients. Ce n'est pas le moment d'envisager de relâcher les sanctions existantes ni de réduire les pressions sur Pretoria.

Les sanctions, comme les dirigeants sud-africains l'ont reconnu eux-mêmes, ont eu des répercussions considérables sur l'économie du pays. Mon gouvernement estime cependant qu'elles perdent de leur efficacité parce qu'elles comportent des lacunes et parce que la communauté internationale ne les applique pas intégralement. Au début de cette année, le Comité des ministres des affaires étrangères du Commonwealth chargé des questions de l'Afrique australe a recommandé de renforcer

Mme Willberg (Nouvelle-Zélande)

l'embargo sur les armes. La Nouvelle-Zélande était du nombre des Etats qui ont approuvé cette politique à la récente conférence de Kuala Lumpur. La Nouvelle-Zélande appuie totalement la décision, prise par les chefs de gouvernement du Commonwealth à Kuala Lumpur, tendant à renforcer les mesures financières prises à l'encontre de l'Afrique du Sud, s'agissant notamment des crédits commerciaux. Nous appuyons aussi le projet de résolution dont l'Assemblée est saisie cette année, qui donne effet à cette décision.

La Nouvelle-Zélande se félicite d'être membre du Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud. Nous avons été heureux de voir que, comme suite aux auditions sur l'embargo pétrolier tenues aux Nations Unies en avril, le Groupe intergouvernemental a pu identifier un certain nombre de domaines à étudier afin de mieux appliquer cet embargo. Comme dans le cas des autres sanctions, l'embargo pétrolier pourrait être plus efficace si l'on s'efforçait d'identifier et de combler les lacunes. Mais, en fin de compte, le succès de toutes les sanctions dépend du soutien sans réserve de la communauté internationale.

Convaincue de la nécessité des sanctions pour faire pression sur Pretoria afin qu'il procède à des changements politiques fondamentaux, la Nouvelle-Zélande a donné effet à toutes les mesures recommandées par le Conseil de sécurité et à celles adoptées par le Commonwealth. Nous n'excluons pas la possibilité que la Nouvelle-Zélande prenne de nouvelles mesures si les circonstances le justifient. Nous suivrons de près les événements en Afrique du Sud dans les quelques mois à venir. Nous voulons voir l'état d'urgence levé, les prisonniers politiques inconditionnellement libérés, l'African National Congress et d'autres organisations politiques légalement reconnues, et de véritables négociations politiques entamées entre les autorités sud-africaines et les leaders noirs authentiques. Ces exigences sont conformes aux décisions de l'Organisation de l'unité africaine énoncées dans ses résolutions sur l'Afrique du Sud et approuvées lors de la neuvième Conférence au sommet des pays non alignés, tenue à Belgrade en septembre. Elles sont conformes également aux exigences du Commonwealth, y compris celles énoncées dans le "concept de négociation possible" du Groupe de personnes éminentes.

La lutte contre l'apartheid s'intensifie. L'ONU et d'autres organisations ne cessent d'essayer de persuader les autorités sud-africaines de changer leur politique et elles continueront de le faire. A cette fin, la Nouvelle-Zélande salue et appuie l'appel lancé par l'OUA en faveur d'une solution pacifique négociée.

Mme Willberg (Nouvelle-Zélande)

Shridath Ramphal, que j'ai déjà cité, a dit que la pression populaire, la solidarité humaine était la sanction ultime contre l'apartheid. C'est cette solidarité humaine avec les victimes et les adversaires de l'apartheid qui permettra un jour l'émergence d'une société libre, démocratique et non raciale en Afrique du Sud. Ce débat est un hommage rendu à cette solidarité, l'expression de la conviction de la grande majorité que l'apartheid doit être éliminé - et il le sera. Puisse-t-il l'être bientôt.

M. TANASIE (Roumanie) (interprétation de l'anglais) : Les peuples dans le monde entier expriment la profonde satisfaction que leur procure le processus de décolonisation parvenu à l'étape finale en Namibie. Nous attendons que la Namibie se joigne aux nations libres, Membres des Nations Unies. L'indépendance de la Namibie n'est pas seulement un tournant historique dans la destinée du peuple namibien, il est aussi un coup dur porté au système de l'apartheid.

La ferme condamnation des politiques et pratiques du système d'apartheid, la solidarité militante et l'aide multiforme accordée aux mouvements de libération en vue de la réalisation de l'aspiration de tous les peuples à une vie libre et digne constituent les principes fondamentaux de notre position constante.

L'élimination de la discrimination raciale, la garantie de l'égalité de droits pour tous les peuples constituent un impératif de notre temps. Réaliser cet objectif est parfaitement conforme aux aspirations de progrès économique et social, de paix et de prospérité pour tous les peuples du monde. L'élimination de la politique d'apartheid en Afrique du Sud est également cruciale si l'on veut mettre un terme aux actes d'agression et de déstabilisation perpétrés par le régime de Pretoria contre les Etats de première ligne et d'autres pays voisins.*

La Roumanie estime que nulle part dans le monde le racisme et la discrimination raciale ne sont aussi brutaux et flagrants qu'en Afrique du Sud. La politique adoptée par le régime raciste est enracinée dans l'institutionnalisation systématique et illégale de la discrimination raciale. C'est devenu un système qui ne se prête pas à la réforme et qu'il faut, par conséquent, éliminer.

* M. Hurst (Antigua-et-Barbuda), Vice-Président, assume la présidence.

M. Tanasie (Roumanie)

La légitimité des aspirations du peuple de l'Afrique du Sud et de son opposition à la discrimination raciale et à l'apartheid - qui a été déclaré un crime contre l'humanité - a été pleinement reconnue par les Nations Unies. De plus, les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale constituent une réaffirmation claire de la responsabilité particulière qui incombe à la communauté internationale de provoquer le démantèlement de l'apartheid le plus tôt possible.

La condamnation de l'apartheid est déjà universelle. Ce qu'il faut maintenant, ce ne sont plus seulement des engagements mais une action énergique qui réponde à cette condamnation.

L'évolution récente de la situation en Afrique du Sud, dans laquelle certains changements semblent être intervenus dans la politique d'apartheid, doit être considérée avec une grande prudence. Le Gouvernement de l'Afrique du Sud n'a procédé à ces changements insignifiants, qui sont loin de répondre aux demandes légitimes de la communauté internationale, que pour en retirer des avantages. Le système de l'apartheid ne peut être réformé, il faut le démanteler entièrement.

Il faut obliger le régime minoritaire raciste, qui exclut l'écrasante majorité de la population du processus politique, à entamer des négociations avec les véritables représentants du peuple opprimé d'Afrique du Sud et à oeuvrer en faveur de la création d'une société unie, démocratique et non raciale. La Roumanie s'associe à la demande d'abrogation de l'état de siège, de libération de tous les prisonniers politiques et autres activistes, y compris Nelson Mandela, de levée des interdictions contre les organisations de libération nationale, et elle préconise l'application d'autres mesures de confiance, en tant que conditions préalables à toutes négociations.

L'abolition des politiques d'apartheid et de discrimination raciale et la création de conditions permettant au peuple d'Afrique du Sud de participer librement à l'édification de son propre avenir représentent un impératif qui doit être dûment reflété dans l'adoption de mesures efficaces par les Nations Unies et par la communauté internationale dans son ensemble. Un nombre toujours croissant d'Etats Membres des Nations Unies se prononce en faveur de ces mesures efficaces et appuie les demandes visant à adopter des sanctions obligatoires contre l'Afrique du Sud, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

M. Tanasie (Roumanie)

Dans sa politique étrangère, la Roumanie exclut toute forme de relations avec l'Afrique du Sud.

Nous estimons que la communauté internationale doit continuer d'accorder la plus haute priorité aux programmes de lutte contre le racisme, la discrimination raciale et l'apartheid adoptés par les Nations Unies, et agir plus énergiquement pour éliminer le système de l'apartheid. A cet égard, nous sommes très encouragés par l'excellent travail accompli par le Comité spécial contre l'apartheid sous la direction de cet homme si expérimenté, dévoué et compétent et qui préside actuellement les travaux de la présente session de l'Assemblée générale, S. E. M. Joseph Garba.

En cette occasion, je voudrais réaffirmer le ferme appui de la Roumanie à tous les efforts déployés par les Nations Unies contre l'apartheid et assurer les peuples de l'Afrique du Sud et de la Namibie de notre aide et de notre solidarité militante avec leur juste lutte pour la liberté et l'indépendance.

M. AGUILAR (Venezuela) (interprétation de l'espagnol) : Outre qu'il viole systématiquement les droits et les libertés fondamentales de la population non blanche, le système d'apartheid imposé par la minorité blanche en Afrique du Sud représente la principale cause d'instabilité en Afrique australe. Personne n'a de doute sur les dangers que représente l'apartheid pour la paix et la sécurité internationales.

Le Venezuela a toujours eu une position bien définie et connue de tous sur cette question. Nous rejetons les politiques de discrimination raciale et d'apartheid, qui sont contraires non seulement à nos dispositions juridiques et constitutionnelles, mais également aux principes et sentiments profondément ancrés dans la conscience du peuple vénézuélien. C'est pourquoi, nous le réaffirmons une fois de plus, notre pays n'entretient et n'a jamais entretenu aucune sorte de relations diplomatiques, consulaires, commerciales, culturelles, sportives ou autres avec l'Afrique du Sud.

Le Gouvernement du Venezuela condamne sans équivoque l'apartheid et est partisan de faire appliquer les mesures adoptées par les Nations Unies dans le but d'éliminer définitivement ce système. Nous avons également appuyé, et nous appuyons toujours, l'imposition de sanctions à grande échelle et obligatoires contre le Gouvernement de Pretoria, en vertu du Chapitre VII de la Charte. Nous l'avons d'ailleurs exprimé à plusieurs reprises au Conseil de sécurité, lorsque nous étions membres de cet organe, et ici même. Nous devons ajouter que,

M. Aguilar (Venezuela)

conformément à notre législation intérieure, le Gouvernement du Venezuela est partie à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et à la Convention internationale contre l'apartheid dans les sports. La condamnation réitérée et énergique de mon gouvernement contre le système d'apartheid, qui s'assortit d'une politique d'information continue sur la position du Venezuela en la matière, a joué un rôle de premier plan dans la formation et l'éducation de notre propre peuple pour lui faire connaître la signification réelle et les conséquences pernicieuses du système d'apartheid. La prise de conscience de mon pays se manifeste par un certain nombre de faits concrets que je vais citer, tels que la position adoptée par l'Association des journalistes sportifs du Venezuela, organisme non gouvernemental, qui a décidé de ne pas octroyer, en dépit de ses mérites, le prix du meilleur sportif de l'année à un joueur de tennis vénézuélien bien connu dans le domaine sportif, qui avait participé à un tournoi organisé en Afrique du Sud. Des associations privées sans but lucratif ont été également créées et organisent des séminaires sur l'apartheid dans différentes régions du pays, ce qui permet de diffuser dans tout le territoire national, loin de la capitale et en dehors du cadre des institutions gouvernementales, des informations destinées à faire prendre conscience du racisme et de la discrimination raciale.

Comme on l'a répété à maintes reprises à cette tribune, on n'a obtenu en réalité que très peu de résultats avec la politique réformiste qui a apporté des changements insignifiants dans le système d'apartheid et avec le dialogue avec le régime raciste d'Afrique du Sud. L'apartheid doit être éliminé complètement dans toutes ses formes et sous toutes ses manifestations.

Dans le rapport du Centre contre l'apartheid, il est indiqué que si les sanctions imposées officiellement contre l'Afrique du Sud ont jusqu'à présent été en général de portée limitée et n'ont pas toujours atteint les principaux domaines dans lesquels l'Afrique du Sud dépend du reste du monde, l'effet cumulatif de ces sanctions a imposé des restrictions importantes à l'économie de ce pays.

M. Aguilar (Venezuela)

Un embargo pétrolier efficace constituerait un moyen de pression particulièrement puissant pour faire entendre raison au régime raciste de Pretoria, parce que le pétrole est peut-être la seule matière première stratégique pour laquelle l'Afrique du Sud n'est pas autosuffisante. C'est pourquoi le Venezuela est à l'origine et s'est porté coauteur des résolutions relatives à l'embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud et a appuyé le travail du Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud. A cet égard, le Venezuela a participé aux auditions organisées par ce groupe au cours du mois d'avril de cette année.

Il faut que la communauté internationale continue de faire pression de façon permanente sur le régime raciste et tienne le monde entier au courant des justes exigences de liberté et d'indépendance de la majorité de la population. La rencontre de femmes sud-africaines avec des représentants de diverses organisations et pays qui a eu lieu récemment à Caracas, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et avec le plein appui de mon gouvernement, nous a permis d'apprendre que le front interne de la lutte contre l'apartheid s'était élargi et qu'il ne se composait plus exclusivement d'Africains noirs. De plus, ce front se consolide chaque jour davantage, établissant des paramètres qui prennent en compte l'évolution future de la situation en Afrique du Sud vers une société post-apartheid.

Il est évident que la communauté internationale tout entière est profondément préoccupée devant la situation qui règne en Afrique du Sud. Il est important que la communauté internationale continue de manifester clairement son rejet total du système de l'apartheid. Les légers progrès obtenus ne sont pas le reflet d'une ouverture de la part du gouvernement raciste d'Afrique du Sud, mais le fruit de l'action commune de nos pays. La communauté internationale doit accroître sa pression, si elle veut véritablement éliminer ce régime honteux, coupable de crime de lèse-humanité.

Le Venezuela continuera de fournir son appui moral, matériel et politique à la lutte que mène le peuple sud-africain contre l'apartheid. Nous avons toujours soutenu, et nous continuerons de le faire, les activités organisées par le Comité spécial contre l'apartheid. Nous contribuons au Fonds AFRICA des pays non alignés, au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, à

M. Aguilar (Venezuela)

l'International Defence and Aid Fund for Southern Africa, au Fonds des Nations Unies pour la Namibie, au Fonds des Nations Unies pour la diffusion d'informations contre l'apartheid et au Compte de l'Institut des Nations Unies pour la Namibie. De même, nous appuyons résolument la tenue d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'apartheid et à ses conséquences destructives pour l'Afrique australe.

Je voudrais signaler qu'il y a peu, à l'appui de la lutte que mène la communauté internationale pour sa libération, le principal symbole de la résistance sud-africaine, Nelson Mandela, a reçu le prix Simón Bolívar de l'Unesco et le doctorat honoris causa de l'une des principales universités vénézuéliennes, l'Université de Carabobo.

En conclusion, qu'il me soit permis de réitérer notre appui ferme et décidé aux justes revendications du peuple sud-africain et de réaffirmer notre solidarité avec lui dans sa lutte contre l'apartheid et notre appui à l'African National Congress et aux autres organisations de la majorité noire de ce pays.

M. ZUZE (Zambie) (interprétation de l'anglais) : Ces dernières années, les événements sur la scène internationale ont laissé prévoir la venue de temps meilleurs dans les relations internationales. Le monde a été témoin, avec un vif intérêt, de manifestations évidentes de rapprochement entre les deux superpuissances. En effet, ce rapprochement a eu des effets multiples et profonds dans le monde entier. Aujourd'hui, en ces temps d'espoir pour l'avenir de l'humanité, la majorité noire opprimée de l'Afrique du Sud de l'apartheid reste un peuple démunie dans son pays natal. Les effets de perestroïka n'ont pas encore pénétré la structure de l'apartheid.

Nous, en Afrique australe, avons depuis longtemps dû relever de terribles défis, du fait de la présence du régime raciste en Afrique du Sud. Nous avons affronté et enduré l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud; nous avons souffert des actes d'agression et de déstabilisation de la part de l'Afrique du Sud; nous avons enduré le système maudit de l'apartheid en Afrique du Sud même.

Dans cet affrontement, le régime de l'apartheid a cherché à présenter une version modifiée de l'apartheid, afin de convaincre le monde que des changements sont en vue en Afrique du Sud. Ces faux-semblants ont été si efficaces que certains de nos amis commencent à croire à l'illusion optique de réformes en Afrique du Sud. Nous assistons à une répétition des événements de 1983, lorsque

M. Zuze (Zambie)

M. P. W. Botha avait fait des promesses analogues. Nous savons maintenant, comme alors, que ce qui a changé c'est la présentation de l'apartheid. L'accent en Afrique du Sud est toujours mis sur le développement par groupes séparés, c'est-à-dire le racisme.

Dans le cas de la Namibie, nous semblons nous trouver sur la ligne de partage entre la vie et la mort. Ainsi que cette assemblée ne le sait que trop bien, un processus qui semble prometteur pour la réalisation de l'indépendance est en cours. Nous devrions savoir d'ici la semaine prochaine quel chemin sera pris. Nous espérons et nous prions que ce processus, dont est témoin la communauté internationale, aboutira à sa conclusion logique. A cette fin, nous faisons appel à la communauté internationale pour qu'elle accorde toute forme d'assistance au peuple de la Namibie pendant la période qui suivra les élections à l'assemblée constituante, jusqu'à l'accession à l'indépendance.

L'exportation par l'Afrique du Sud de l'agression et de la déstabilisation dans la région, que ce soit par agissements secrets ou par procuration, est une réalité à laquelle l'Afrique australe doit toujours faire face. Son prix ne cesse de monter. Des statistiques récentes chiffrent le coût de la politique de déstabilisation de l'Afrique du Sud à 60 milliards de dollars en termes de pertes économiques et à près de 1,5 million de morts. Aussi longtemps que le système de l'apartheid existera dans cette région, l'agression et la déstabilisation continueront de menacer les Etats indépendants d'Afrique australe.

Les alliés de l'Afrique du Sud ont prétendu que le processus d'indépendance actuellement en cours en Namibie était un signe de changement en Afrique du Sud. Les amis de l'Afrique du Sud ont choisi d'ignorer les raisons véritables qui ont obligé l'Afrique du Sud à s'arranger avec le reste du monde. L'Afrique du Sud n'a jamais entamé de véritables négociations; seule la pression a eu un effet décisif sur le régime de Pretoria.

J'aimerais réaffirmer ce qui est maintenant un fait bien connu : que les sanctions internationales financières et économiques contre le régime raciste de l'Afrique du Sud ont eu l'effet attendu. Ceci a été admis publiquement par les Sud-Africains eux-mêmes. Jusqu'à tout récemment, lorsque certaines banques et autres institutions de prêts sont venues au secours de l'Afrique du Sud en rééchelonnant le remboursement des dettes de Pretoria, l'économie sud-africaine était en crise.

M. Zuze (Zambie)

Le rééchelonnement de la dette de l'Afrique du Sud a donné au régime raciste un regain de vie pour continuer ses politiques d'apartheid. Nous pensons que cette mesure équivaut à admettre que les sanctions atteignent leur but en Afrique du Sud. En outre, cette mesure est un affront à la volonté de la communauté internationale de mettre fin à l'apartheid par des moyens pacifiques. C'est dans ce contexte que nous prions instamment les gouvernements et les institutions financières privées de rejeter toute demande de nouveaux prêts de la part de l'Afrique du Sud raciste. Au lieu d'aider la majorité noire opprimée - ainsi que certains le prétendent - ces prêts ne font que renforcer la machine militaire qui permet à l'Afrique du Sud de perpétrer ses actes de répression intérieure et d'agression contre les Etats voisins indépendants.

M. Zuze (Zambie)

Au cours des années, la communauté internationale a exprimé nettement son indignation à l'égard du système de l'apartheid. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont adopté de nombreuses résolutions exigeant que l'Afrique du Sud abolisse l'apartheid. En dépit du consensus international selon lequel l'apartheid est un fléau qu'il faut éradiquer, l'Afrique du Sud s'obstine dans sa défiance. La situation a été aggravée par la protection accordée à l'Afrique du Sud par ses alliés occidentaux au Conseil de sécurité qui ont abusé du privilège de veto. Avec ce genre de protection contre des sanctions complètes et obligatoires en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, l'Afrique du Sud n'a pas vu la nécessité de commencer des négociations sérieuses pour mettre un terme à l'apartheid.

Le peuple d'Afrique du Sud, qui sacrifie depuis longtemps ses enfants pour apporter la liberté et la dignité à ce pays, a demandé à maintes reprises l'imposition immédiate de sanctions obligatoires et complètes contre l'Afrique du Sud raciste en tant que moyen pacifique mais efficace de mettre un terme à l'apartheid. Une question se pose : si les sanctions ne sont pas efficaces, pourquoi s'y oppose-t-on?

La communauté internationale ne doit pas être induite en erreur par les déclarations récentes des nouveaux dirigeants de l'Afrique du Sud qui promettent des changements spectaculaires dans ce pays. L'Afrique du Sud a subi des pressions extrêmes à la suite des sanctions volontaires maintenant en vigueur. Et pour soulager ces pressions, le régime a recours encore une fois à une duperie pour gagner du temps. Ma délégation félicite les pays qui ont adopté des mesures à l'encontre de l'Afrique du Sud. Nous prions instamment les Etats qui ne les ont pas encore prises d'envisager de le faire, sans autre délai.

Les mouvements de libération de l'Afrique du Sud, au cours de nombreuses années de lutte, ont démontré qu'ils étaient prêts à négocier pour amener un changement dans leur pays. Qu'on ne s'y méprenne pas, la volonté de négocier des mouvements de libération ne doit pas être considérée comme une marque de faiblesse. Au contraire, cette volonté s'explique par leur conviction qu'une conjoncture de circonstances existe qui, si le régime de Pretoria se montre prêt à entamer des négociations de façon sérieuse et sincère, pourrait mettre un terme à l'apartheid grâce à des négociations. C'est une position rigoureuse qui mérite notre appui sans réserve.

M. Zuze (Zambie)

Ma délégation estime que la Déclaration du Comité spécial de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) qui a été adoptée le 21 août 1989 à Harare, au Zimbabwe, et qui figure à présent en tant que document A/44/697, offre la meilleure chance d'un changement pacifique en Afrique du Sud. Ce document représente l'engagement solennel des mouvements de libération de l'Afrique du Sud et de l'Organisation de l'unité africaine d'oeuvrer à un changement grâce à des négociations si le régime raciste est prêt à négocier sérieusement.

Ce document est essentiellement un projet de création d'une Afrique du Sud unitaire, non raciale et démocratique. Il souligne les lignes principales des négociations, définit le climat des négociations et établit des directives pour les négociations. Il est assez audacieux pour recommander un programme d'action destiné à abolir le système insidieux de l'apartheid. En fait, il faut que le régime de Pretoria fasse preuve de plus de courage politique et moral pour relever le défi que constitue ce plan.

Permettez-moi de réitérer qu'en fin de compte, et pour assurer l'harmonie en Afrique du Sud, le régime doit donner la preuve de son sérieux en prenant des mesures audacieuses pour créer un climat favorable à l'abolition pacifique de l'apartheid grâce à des négociations. L'Afrique du Sud doit accepter la libération sans condition de tous les prisonniers et détenus politiques, y compris Nelson Mandela; elle doit accepter de lever l'interdiction qui frappe les organisations politiques pour qu'elles puissent participer au processus qui amènera des changements; elle doit accepter de retirer ses troupes des townships; elle doit accepter de lever l'état d'urgence; elle doit accepter d'abroger toutes les lois draconiennes; elle doit accepter de mettre fin à tous les procès politiques et à toutes les exécutions politiques.

Nous sommes convaincus que ces mesures atténueront les tensions et mettront fin à la méfiance en Afrique du Sud et dans l'ensemble de la région. Les nouveaux dirigeants de l'Afrique du Sud doivent saisir les occasions qu'offre le désir actuel de négociations plutôt que d'affrontements. Nous attendons du régime d'apartheid des mesures spécifiques en réponse au plan esquissé dans le document A/44/697.

Permettez-moi de conclure en rendant un hommage mérité au Président de l'Assemblée en son autre qualité de président du Comité spécial contre l'apartheid. Nous le félicitons, de même que les autres membres de cet important

M. Zuze (Zambie)

comité, du rapport qui a été soumis à l'Assemblée. Ce rapport indique clairement que la situation en Afrique du Sud reste critique, voire explosive. Nous espérons que les recommandations qui figurent dans le rapport seront appliquées par tous les Etats et toutes les organisations.

Nous voudrions également exprimer nos remerciements au Comité spécial contre l'apartheid pour les projets de résolution sur la situation en Afrique du Sud qui feront l'objet de décisions plus tard à l'Assemblée. Ces projets de résolution reflètent avec précision la situation actuelle qui existe en Afrique du Sud.

M. VAN LIEROP (Vanuatu) (interprétation de l'anglais) : Si nous fermions les yeux et que nous entendions prononcer le mot "apartheid", des images bien différentes viendraient à l'esprit de gens bien différents.

Certains d'entre nous verraient Nelson Mandela, héroïque et digne, qui languit en prison depuis bien trop longtemps. Certains d'entre nous verraient des enfants courageux, défiant un régime illégal qui ne respecte rien. Certains d'entre nous verraient des jeunes dévoués qui ont quitté leur maison et leur famille et sont revenus en cachette pour lutter pour la libération de leur peuple. Certains d'entre nous verraient des femmes qui luttent pour garder leur famille unie tout en défiant des lois obscènes qui avilissent leur humanité même.

Certains d'entre nous verraient des hommes silencieux et forts qui vont chaque jour travailler dans les profondeurs d'une terre riche et, au prix d'un labeur acharné, extraient des minerais qui font la richesse et la puissance du régime sud-africain et des intérêts commerciaux de ceux qui, à l'extérieur de l'Afrique, tout en prétendant déplorer l'apartheid, ne refusent jamais les fruits de l'apartheid. Certains d'entre nous verraient des étudiants - noirs, blancs, bruns, jaunes - à l'intérieur de l'Afrique du Sud et dans le monde entier, se rassembler, se donner la main et dire à toute voix que nous sommes tous les enfants de Dieu et que nous devons vivre ensemble et travailler ensemble pour construire un avenir meilleur.

Certains d'entre nous verraient des chiens policiers féroces, des lances à eau, des aiguillons électriques, des fouets, et autres engins brutaux utilisés avec tant d'efficacité par les agents cruels d'un régime brutal et désespéré contre des hommes, des femmes et des enfants dont le seul crime est de dire "non" à l'apartheid et "oui" à l'égalité et à la justice. Certains d'entre nous verraient des terrains arides et désolés appelés "bantoustans", bien différents des villes modernes de l'Afrique du Sud.

M. Van Lierop (Vanuatu)

Certains d'entre nous verraient l'archevêque Desmond Tutu, réservé, digne et calme, et d'autres membres du clergé, priant pour que le bon sens touche enfin l'esprit de ceux qui gouvernent l'Afrique du Sud et pour que la compassion et la compréhension gagnent les coeurs de ceux qui ont le pouvoir de changer l'Afrique du Sud.

Personne, absolument personne, ne pourrait fermer les yeux aujourd'hui, entendre le mot apartheid et, par association d'idées, s'imaginer une société bienveillante où les enfants de toutes races rient et jouent ensemble et rêvent ensemble d'un avenir de paix et d'harmonie. Personne n'a une imagination aussi débridée. Personne n'est capable de telles illusions, ni d'un tel aveuglement.

M. Van Lierop (Vanuatu)

L'Afrique du Sud a le potentiel voulu pour devenir une grande nation. Elle possède les richesses matérielles, le potentiel économique et la population voulus pour atteindre la grandeur à laquelle toutes les nations aspirent. Imaginez ce que pourrait être l'Afrique du Sud si elle consacrait ses énergies à la création de meilleures conditions de vie pour l'ensemble de ses habitants au lieu de nier l'humanité de la majorité écrasante de sa population! Quel genre d'humanité peut-on bâtir sur l'avilissement d'autres êtres humains? Quel avenir peut-on bâtir sur le déni de droits intrinsèques ou l'esclavage d'autres êtres humains?

Aujourd'hui, le système économique et social connu sous le nom d'apartheid titube, au bord de l'anéantissement. Bientôt il cessera d'exister sous ce nom d'apartheid et peut-être même d'exister tout court. Cependant, nous devons nous garder d'être naïfs au point de croire que l'héritage de l'apartheid puisse être facilement éliminé. Des siècles de privilèges pour certains et de privations pour tant d'autres ont laissé des blessures profondes et durables, ainsi que des inégalités profondément enracinées. La cicatrisation de ces blessures et l'élimination de ces inégalités exigeront beaucoup de temps et d'efforts. Il appartient désormais à la communauté internationale, notamment ceux qui ont le plus activement coopéré avec le régime d'apartheid, de s'employer diligemment à réparer les conséquences de l'apartheid.

Des chances égales en matière d'éducation, de développement social et d'égalité économique sont des objectifs louables qu'il convient de poursuivre si l'on veut que l'Afrique du Sud évolue vers un type de société authentiquement et substantiellement différent de la société sud-africaine d'aujourd'hui. Le grand défi sera d'assurer à ceux qui ne sont encore que des enfants en Afrique du Sud un moyen de réaliser, de leur vivant, ce dont leurs parents eux-mêmes n'ont jamais osé rêvé lorsqu'ils étaient enfants.

Aujourd'hui, toutes les nations du monde sont préoccupées par le problème de la crise de la dette internationale. Ce que l'on oublie souvent - et nous le disons sans amertume ni récrimination - c'est la dette qu'ont envers les pays en développement du monde ceux qui se sont enrichis à leurs dépens. La communauté internationale - c'est-à-dire nous - doit faire en sorte qu'à l'avenir l'immense dette due aux victimes de l'apartheid - le peuple sud-africain - ne tombe pas dans l'oubli.

M. Van Lierop (Vanuatu)

Récemment, le monde a pleuré la mort de Vladimir Horowitz, grand artiste de renommée mondiale. Parlant du génie créateur de ce géant, Isaac Stern, lui-même violoniste de talent, a dit :

"Combien de musiciens peuvent-ils prétendre avoir établi un critère selon lequel tous les autres seront jugés? Ce n'était pas seulement sa personnalité qui était extraordinaire, mais ses exploits pianistiques et musicaux, en fonction desquels tout pianiste sera jugé à l'avenir."

Dans un ordre d'idées complètement différent, l'Afrique du Sud a elle aussi établi un critère. Hier, le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud a créé une norme d'injustice et de brutalité en fonction de laquelle les autres seront toujours jugés. Souhaitons que, demain, l'Afrique du Sud crée une société éclairée d'égalité, de vérité et de compassion, qui servira d'étalon pour d'autres sociétés à l'avenir! C'est l'humble prière que nous faisons pour l'avenir de l'Afrique du Sud.

Mlle MONCADA BERMUDEZ (Nicaragua) (interprétation de l'espagnol) : Le continent africain vit actuellement des moments d'une extraordinaire importance de son histoire, au moment même où il assume ses propres élections en cours en Namibie, qui sont l'aboutissement du chemin long et difficile parcouru avec la communauté internationale par les Africains, constamment animés et inspirés par la lutte courageuse menée par le peuple namibien pour conquérir sa liberté et son indépendance. Pour la première fois, les Namibiens peuvent voter et choisir leurs représentants, événement dont l'Organisation des Nations Unies et ses Membres peuvent être fiers, eux qui n'ont jamais abandonné la cause namibienne, qui ont su surmonter les obstacles rencontrés et qui ont défié ceux dont l'Afrique du Sud avait gagné les bonnes grâces.

Cela fait bien longtemps que l'Assemblée ne cesse d'affirmer que le régime de l'apartheid doit être éliminé et non point réformé et que l'existence de ce régime est la cause profonde de l'instabilité et de la violence qui règnent en Afrique australe. Cependant, le Gouvernement sud-africain n'a pris aucune mesure concrète pour éliminer l'apartheid; les seules mesures qu'il ait prises ont plutôt visé à le déguiser aux yeux de l'opinion publique internationale. Cet état de choses a été reconnu dans le rapport que le Comité spécial contre l'apartheid a présenté à l'Assemblée générale à sa présente session dans les termes suivants :

Mlle Moncada Bermúdez (Nicaragua)

"Le régime d'apartheid a annoncé des changements dans la structure politique du pays, mais le programme de 'réformes' proposé ne répond pas aux vœux de la majorité noire qui exige de pouvoir exercer pleinement ses droits politiques, et il maintient les aspects fondamentaux du système de gouvernement par la minorité blanche." (A/44/22, par. 5)

Le Gouvernement de Pretoria continue de prouver qu'il n'est pas disposé à détruire les fondements de l'apartheid, comme le montrent les faits suivants.

Lors de l'élection, en septembre dernier, des trois chambres du Parlement, la majorité noire a été une fois de plus exclue du processus électoral. La répression en tant que moyen de maintenir la population noire sous domination et de mettre fin à sa lutte pour ses droits légitimes - droits dont elle est privée dans le cadre de la vie politique du pays - persiste et s'intensifie. A preuve, la persistance de l'état d'urgence, décrété il y a déjà quatre ans, la censure complète de la presse - mesures sans précédent dans le monde - et les escadrons de la mort et les groupes parapoliciers.

La misère, la situation économique difficile et l'incapacité du régime de régler les problèmes structurels ont exacerbé les souffrances du peuple sud-africain. La majorité noire ne profite pas des privilèges économiques réservés aux Blancs, ce qui réduit à néant les arguments de ceux qui refusent d'imposer des sanctions économiques à l'encontre de l'Afrique du Sud, sous prétexte de leur impact prétendument négatif sur la population noire.

Tout au long de ces dernières années, le Mouvement des pays non alignés a toujours été du côté du peuple sud-africain opprimé et de son mouvement de libération. Lors des réunions les plus importantes tenues cette année par le Mouvement, à savoir la Réunion ministérielle de Harare et la Réunion des chefs d'Etat ou de gouvernement de Belgrade, le Mouvement a réaffirmé son attachement à la juste cause de la majorité noire sud-africaine.

A leur réunion de Belgrade, les chefs d'Etat ont, notamment, dénoncé l'appui moral, économique, politique et militaire que certains pays occidentaux continuent de fournir au régime de Pretoria.

De même, les chefs d'Etat ont condamné les nombreuses attaques et actes d'agression, de subversion et de déstabilisation commis contre les pays de première ligne et autres Etats voisins indépendants, y compris les massacres de réfugiés et l'appui apporté à des groupes qui pratiquent le terrorisme dans ces Etats.

Mlle Moncada Bermúdez (Nicaragua)

Mon gouvernement partage totalement ce point de vue ainsi que les opinions contenues dans la Déclaration adoptée en août 1989 par le Comité ad hoc de l'OUA sur l'Afrique australe relative à la question de l'Afrique du Sud.

Mon gouvernement tient à exprimer sa reconnaissance aux divers comités des Nations Unies qui, par leurs efforts dévoués, contribuent à l'élimination de l'apartheid. Nous tenons notamment à remercier le Comité contre l'apartheid et le Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud.

Mlle Moncada Bermúdez (Nicaragua)

Nous appuyons sans réserve les recommandations du Comité spécial contre l'apartheid, qui souligne la nécessité d'intensifier les mesures concertées pour mettre fin rapidement au système d'apartheid, dans l'intérêt des peuples d'Afrique du Sud et de la région, d'appuyer pleinement les mouvements de libération nationale, en particulier l'African National Congress (ANC) d'Afrique du Sud et le Pan Africanist Congress of Azania (PAC), dans tous les genres de lutte qu'ils mènent; et d'exiger que Pretoria révoque la peine de mort et respecte les dispositions des Conventions de Genève du 12 août 1949 et du Protocole additionnel I de 1977, en vertu desquelles les prisonniers capturés doivent être considérés comme des prisonniers de guerre. Nous sommes également convaincus qu'il est nécessaire que le Conseil de sécurité prenne des mesures concrètes pour garantir la stricte application de ses résolutions.

Nous pensons que le Comité spécial contre l'apartheid doit continuer à contrôler de près la situation en Afrique du Sud et l'application des mesures adoptées par la communauté internationale, en particulier celles qui concernent l'imposition et l'application de sanctions obligatoires.

Les travaux effectués par le Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud ont été extrêmement utiles. Les contacts avec les gouvernements, les auditions publiques d'avril 1989 et le travail délicat d'élaboration de bases de données constituent sans aucun doute des mesures qui permettront au Comité d'accroître sa capacité d'assurer une surveillance efficace et active à l'échelle mondiale de tout ce qui a trait à l'embargo sur le pétrole à l'encontre de l'Afrique du Sud.

Le mandat du Groupe intergouvernemental reste en vigueur. Nous estimons que ce groupe doit continuer à élaborer des stratégies efficaces pour renforcer l'embargo afin que l'Afrique du Sud ait de plus en plus de difficultés à le contourner. Il est également important de contrôler les livraisons de pétrole ou de produits pétroliers en violation de l'embargo. Il est actuellement indispensable d'imposer un embargo sur le pétrole obligatoire contre le régime d'Afrique du Sud pour contribuer à la lutte que mène le peuple sud-africain contre l'apartheid.

L'approbation et l'application des mesures proposées ainsi que la coopération des gouvernements et des organisations avec le Groupe intergouvernemental permettront à ce dernier de s'acquitter de ses fonctions plus efficacement.

Mlle Moncada Bermúdez (Nicaragua)

Les forces organisées du peuple d'Afrique du Sud ne cesseront pas leurs efforts tant qu'une société démocratique non raciste n'aura pas été instaurée et que des changements fondamentaux et non pas simplement des réformes progressives ne prendront pas place dans le pays. La campagne de défi lancée par le mouvement démocratique de masse et le soutien croissant de l'opinion publique en sont la preuve. Le régime de Pretoria doit adopter des mesures radicales et démanteler le système d'apartheid. En dépit de la mise en oeuvre par le régime d'une politique criminelle de répression, la résistance se renforce. La participation croissante des Blancs au mouvement d'opposition en est une preuve évidente, et cela marque une nouvelle étape dans la lutte et démontre clairement que le système est sur le point de s'effondrer.

Ma délégation souhaite terminer son intervention en rendant hommage aux patriotes sud-africains qui risquent leur vie dans la lutte contre l'apartheid et à ceux qui languissent dans les geôles sud-africaines. Leur sacrifice s'inscrit dans l'histoire et forge un avenir libre de toute oppression. Leur lutte exige que la communauté internationale renouvelle ses efforts pour que nous puissions un jour, comme nous le faisons en ce moment dans le cas de la Namibie, célébrer l'avènement d'une Afrique du Sud libre et sans apartheid.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant de la République arabe syrienne, qui désire exercer son droit de réponse. Je lui rappelle que, conformément à la décision 34/401 de l'Assemblée générale, la durée de la première intervention d'une délégation dans l'exercice du droit de réponse doit être limitée à dix minutes et celle de la seconde intervention à cinq minutes et les interventions doivent être faites par les délégations de leur place.

M. SHAHEED (République arabe syrienne) (interprétation de l'arabe) : Le représentant du régime raciste de Tel-Aviv, à cause de sa haine raciste à notre égard, a décidé de consacrer une partie de sa déclaration de ce matin à une attaque contre nous et à une tentative pour mettre en doute nos positions de principe. Il s'est efforcé hypocritement de tromper l'Assemblée sur la nature raciste et colonialistes d'Israël. Comme d'habitude, sa déclaration était truffée d'éléments étrangers qui n'ont rien à voir avec le point de l'ordre du jour que nous discutons. Sans dépasser le temps qui m'est imparti, je vais tenter d'exposer ses tentatives de duperie et de mettre les choses au clair. Je le ferai en suivant l'ordre qu'il a suivi dans sa déclaration.

M. Shaheed (Rép. arabe syrienne)

Premièrement, il a mentionné la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale et l'a décrite comme étant diffamatoire et futile. Cette résolution considère le sionisme comme une forme de racisme et de discrimination raciale. Inutile de dire que cette résolution repose sur des éléments concrets; et elle est la conclusion juste et logique à laquelle notre organisation est parvenue après avoir étudié les tenants idéologiques et les activités pratiques du sionisme. La base théorique du sionisme a toujours été de propager la discrimination raciale et le mépris des autres peuples et groupes nationaux. Sur le terrain, les pratiques d'Israël et du mouvement sioniste prouvent à l'évidence qu'une politique de discrimination raciale, de fascisme et de terrorisme est pratiquée en paroles et en actes.

La résolution 3379 (XXX) a été adoptée après l'adoption d'une série d'autres résolutions condamnant la politique expansionniste d'Israël, son mépris des conventions et normes de légitimité internationale et sa poursuite d'une politique en Palestine occupée, dont les victimes sont des Arabes et des Juifs d'origine orientale. Ce n'est pas non plus une coïncidence si notre organisation a adopté une autre résolution décrivant Israël comme étant un pays non épris de paix. Cette résolution et plusieurs autres sont la preuve que nous connaissons la vraie nature du sionisme et de ses pratiques, qui rappellent l'idéologie et les pratiques nazies.

Deuxièmement, le représentant d'Israël a parlé de ce qu'il a appelé une tentative de la part de certains représentants de comparer la situation en Afrique du Sud à celle qui règne sur la rive occidentale et dans la bande de Gaza. En fait, les caractéristiques communes des régimes racistes de Tel-Aviv et de Pretoria, la similarité de leur but et l'agressivité de leurs méthodes combinées à la relation étroite qu'ils entretiennent montrent bien qu'il s'agit là des deux côtés de la même médaille. Si je peux exercer à nouveau mon droit de réponse plus tard au cours de cette séance, je m'étendrai plus longuement sur cette question.

Troisièmement, dans sa déclaration, il a repris le refrain de l'antisémitisme au moins quatre fois et l'a défini comme étant la haine des Juifs. Le sionisme a toujours joué et continue de jouer l'air de l'antisémitisme en tant que moyen d'atteindre ses objectifs idéologiques et politiques et de s'assurer l'information, mais également en tant que moyen de faire pression et d'exercer un chantage pour faire taire les voix qui s'élèvent partout dans le monde contre la politique expansionniste, raciste et d'implantation colonialiste. Toute protestation est immédiatement taxée d'antisémitisme. Les Membres se souviendront de l'article de Hal Wyner, dans The New York Times, où il a dit :

M. Shaheed (Rép. arabe syrienne)

"S'agissant de la plupart des histoire qui paraissent dans les médias occidentaux sur l'Intifada, ce n'est pas qu'elles exagèrent, mais qu'elles n'en disent pas assez. Pourtant, plusieurs correspondants non juifs ont dû faire face à des accusations d'antisémitisme, et les journalistes juifs (y compris moi-même) "- c'est-à-dire M. Wyner -" sont accusés de pratiquer la haine de soi-même." (The New York Times, 8 octobre 1989, sect. 4, p. 21)

Le sionisme utilise également l'antisémitisme comme moyen d'obtenir des contributions et d'encourager davantage de Juifs à immigrer en Israël.

M. Shaheed (Rép. arabe syrienne)

Dans son édition du 10 février 1989, The New York Times a reproduit plusieurs paragraphes d'une circulaire adressée par B'Nai B'irth International, l'organisation juive la plus importante du monde, à 14 000 de ses membres pour les avertir que "la présence d'Arabes dans nos universités empoisonne l'esprit de nos jeunes". La circulaire mettait aussi en garde contre le fait que les étudiants "devaient maintenant faire face à un nouveau type d'antisémitisme, différent de celui que nous avons nous-mêmes connu à l'école". La circulaire incitait les membres de l'organisation à se "mobiliser pour combattre Satan". Le sionisme crie à l'antisémitisme chaque fois qu'il sent que l'opinion publique internationale commence à voir d'un mauvais oeil les politiques fascistes d'Israël à l'égard du peuple arabe palestinien. Il se hâte alors d'utiliser sa domination des médias en Europe et en Amérique pour rappeler au monde les crimes des nazis, et use aussi du "complexe de culpabilité" bien connu au profit du rêve sioniste du Grand Israël en terre arabe. Bref, nous pouvons dire que la rengaine de l'antisémitisme est une arme sioniste de terrorisme intellectuel et de chantage politique. Il va sans dire que tous les peuples de bonne volonté dans le monde font la part entre le judaïsme, la religion et le sionisme, l'idéologie et la pratique politique, comme ils ont su faire par le passé, la différence entre le nazisme et le peuple allemand.

Quatrièmement, le représentant d'Israël a défini le sionisme comme le mouvement de libération du peuple juif et a déclaré qu'un des principes fondamentaux du sionisme était le droit du peuple juif de retourner en Israël. Nous savons tous que le colonialisme colonisateur sioniste en Palestine occupée est la pierre angulaire de l'entreprise sioniste. Le sionisme a pour but la création du Grand Israël. Israël n'est que le noyau de ce projet. Par conséquent, l'aspect le plus sérieux du sionisme est son projet du Grand Israël - selon lequel il s'étendrait du Nil à l'Euphrate. Ce n'est pas une politique mais bien une doctrine religieuse - en fait, la mission divine de créer un tel Etat. C'est pourquoi Israël n'a jamais défini ses frontières. Mais ces frontières ont été fixées il y a longtemps et, jusqu'à la création de telles frontières, les frontières temporaires continuent d'être fixées militairement.

C'est la seule façon d'expliquer les actes d'Israël en 1948 et lorsqu'il a occupé des terres palestiniennes à l'extérieur des zones définies par la résolution des Nations Unies, participé à l'agression tripartite contre l'Egypte en 1956 et s'est adjugé des terres, morceau par morceau, entre 1948 et 1967.

M. Shaheed (Rép. arabe syrienne)

Toujours à la lumière de ces faits, nous pouvons comprendre l'agression d'Israël de 1967 et son occupation de toute la région de la Palestine ainsi que d'autres territoires en Syrie et en Egypte. Nous pouvons aussi voir sous son vrai jour l'occupation par Israël du Sud-Liban. Tout cela constitue une progression dans la réalisation du schéma sioniste d'expansionnisme biblique. En gardant tout cela à l'esprit, nous pouvons comprendre pourquoi le régime raciste de Tel-Aviv s'acharne à défier la volonté de la communauté internationale et refuse de mettre en oeuvre les résolutions internationales lui demandant de se retirer sans condition des territoires arabes. C'est pourquoi les sionistes ont réagi violemment lorsque, dans son intervention devant l'American Israel Public Affairs Committee le 22 mai 1989, M. Baker leur a demandé de renoncer à leur rêve d'un Grand Israël. De plus, il serait bon de noter que les rêves expansionnistes d'Israël ne se limitent pas aux terres arabes; en effet, le plateau d'Anatolie, par exemple, doit finir par faire partie du Grand Israël.

Cinquièmement, trois fois au moins dans sa déclaration, le représentant d'Israël a qualifié le régime dont il est le représentant de "démocratique". Ce qui trahit l'allégation de démocratie israélienne, c'est la politique raciste qu'il poursuit, non seulement à l'égard des Arabes, qui sont les propriétaires légitimes du territoire, mais à l'égard également des Juifs d'Orient que le régime prétend représenter et qu'il entraîne par fourberie à se joindre à l'assaut contre la patrie arabe.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais faire remarquer au représentant de la République arabe syrienne que les 10 minutes sont écoulées. Je lui demanderai par conséquent de bien vouloir terminer sa déclaration.

M. SHAHEED (République arabe syrienne) (interprétation de l'arabe) : Je terminerai mon intervention dans une minute.

L'Assemblée se souviendra de l'émigration des Falasha en Palestine occupée, mais elle ignore peut-être qu'ils étaient traités comme des citoyens de troisième classe, au bas de l'échelle des valeurs sionistes racistes, c'est-à-dire au-dessous des Juifs Sephardi d'Orient. Les Membres ignorent peut-être qu'on leur a demandé, entre autres, de se reconverter au judaïsme et que leur présence a donné lieu à un débat sur la qualité de leur "judéité", qui a lui-même suscité un débat sur la question de savoir ce qui est juif et ce qu'est un pur juif. La politique de discrimination raciale contre les Falasha et les Juifs d'Orient démontre ce qu'il en est réellement du régime raciste de Tel-Aviv et de ses politiques d'apartheid.

M. Shaheed (Rép. arabe syrienne)

Certaines des caractéristiques de ce que le représentant d'Israël a appelé la "démocratie israélienne" peuvent être perçues dans l'appétit insatiable pour les terres arabes et la soif insatiable pour le sang arabe. Cette démocratie a déraciné et déplacé des millions d'Arabes en s'accaparant leurs terres. Elle mijote maintenant une agression et une expansion redoublées, plus d'assassinats, de massacres et un exil accru. L'Intifada a montré le vrai visage de la démocratie israélienne : une démocratie d'os broyés et des êtres humains enterrés vifs.

Sixièmement, dans sa déclaration, le représentant d'Israël a atténué la gravité de la relation entre son régime et le régime raciste d'Afrique du Sud.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Observateur de la Palestine a demandé à prendre la parole pour l'exercice de son droit de réponse. Je lui donne maintenant la parole au titre des résolutions 3237 (XXIX), du 22 novembre 1974, et 43/177 du 15 décembre 1988.

M. TERZI (Palestine) (interprétation de l'anglais) : Ce matin, le représentant d'Israël a transformé cette séance de l'Assemblée générale en un cours de théologie, avec une bonne part de pontification. Personne ne remet en question le fait que les religions et les croyances religieuses, qu'elles soient juive, chrétienne, musulmane ou autre, connues ou à venir, ont contribué à l'édification de la civilisation actuelle. Nous sommes tous au courant de l'arrivée de notre patriarche commun, Abraham, en Palestine. Nous avons tous entendu parler de Moïse et des Dix Commandements, mais nous avons également entendu parler des aventures et de l'agression de Joshua, qui a éliminé 33 royaumes sur la route de Jéricho. Nous connaissons Hammourabi et ses commandements - probablement les premiers du genre - qui ont précédé Moïse de quelques générations.

Nous ne sommes pas ici pour discuter du judaïsme mais bien des politiques racistes du régime d'apartheid en Afrique du Sud et, dans ce contexte, des relations de ce régime avec le régime de Tel Aviv. Le point de l'ordre du jour ne porte pas non plus sur les horreurs de la seconde guerre mondiale, lorsque les dirigeants des deux régimes ont collaboré avec les nazis. Il est tragique que des millions d'êtres humains ont été victimes des atrocités nazies, y compris des Slaves, des Juifs et des millions d'autres; tous ont été victimes de l'holocauste.

Le représentant d'Israël s'est arrogé ce matin le droit de parler non seulement au nom de son gouvernement et de son Etat mais également au nom des Juifs en général, qu'ils soient citoyens d'Afrique du Sud, respectant les lois et les

M. Terzi (Palestine)

règlements imposés par ce régime abominable, ou citoyens de tout autre Etat, indépendamment de leurs devoirs ou de leurs obligations de citoyens respectueux des lois.

Dans un sens, une telle attitude est exclusivement raciste et pourrait représenter des dangers préjudiciables à ces citoyens.

Il est ironique que le porte-parole d'Israël affirme qu'Israël appuie tous les peuples en quête de justice

"quelle que soit leur attitude face à notre propre lutte pour notre survie nationale." (A/44/PV.50, p. 71)

S'attend-il vraiment à ce que nous acceptions cette position même au risque de renier la survie nationale d'autres peuples et d'autres nations. Après tout, le peuple palestinien, quelque 5 millions de Palestiniens, ne paient-ils pas le prix de la réalisation des objectifs sionistes?

M. Terzi (Palestine)

Il a dit espérer ardemment :

"qu'on ne laissera personne affaiblir et entacher la noble cause de la lutte contre l'apartheid." (A/44/PV.50, p. 73/75)

Dans ces conditions, comment peut-il expliquer qu'Israël contribue concrètement à la survie de l'abominable régime raciste de Pretoria en aidant ce dernier à commercialiser les produits sud-africains comme les diamants, le charbon, l'acier et d'autres denrées marquées "fabriqué en Israël". En outre, Israël est toujours la porte dérobée pour les Etats-Unis et l'Europe occidentale.

Il fait des conférences sur le sionisme; il affirme que le symbole marquant du sionisme c'est le droit qu'a le peuple juif de retourner sur la terre d'Israël. Mais il ne dit pas que c'est par le biais du terrorisme d'Etat, que ce soit "en faisant passer les Palestiniens de l'autre côté", comme le proposait Herzl, ou en le "transférant".

Il parle du droit inaliénable de retour, tel qu'il est proclamé par la Déclaration universelle des droits de l'homme, alors qu'Israël nie à près de 3 millions de Palestiniens le droit de retourner dans leurs foyers, vers leurs orangers et leurs oliviers, que certains d'entre nous ont plantés de leurs propres mains et aspirent à retrouver.

Il parle d'un autre symbole du sionisme :

"le concept même de démocratie, une démocratie véritable et authentique" [comme s'il y en avait d'autres] "en tant que pierre angulaire de la liberté et du progrès social." (Ibid., p. 73/75)

Le siège de Beit Sahour était-il un signe de liberté et de progrès social? De quelle liberté jouissent 40 000 Palestiniens détenus? L'occupation militaire des terres des Palestiniens et le déni de tous leurs droits, politiques y compris, est-ce là l'interprétation sioniste et israélienne de la démocratie? Enfin, pour ce qui est de la coopération militaire entre les deux régimes, surtout dans le domaine des armements nucléaires, je suis certain que le monde connaît maintenant la réalité des faits et qu'il attend des Nations Unies, du Comité spécial en particulier, qu'ils nous fassent rapport dès que possible sur ces faits, car c'est une menace pour la paix et la sécurité internationales.

La séance est levée à 19 h 35.

